

LE SOCIALISME

Le 18 février 2024

Je comprends que pour lire une causerie aussi longue, il faille avoir envie de se battre sur tous les fronts à la fois.

La paix : La décolonisation de la Palestine.

Tribune Libre.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs (PT) par Daniel Gluckstein

Le leurre

Quatre mois se sont écoulés depuis le 7 octobre. Gaza, rasée, compte plus de cent mille morts et blessés. Privés de nourriture et de soins, réfugiés dans des abris précaires au milieu des décombres, les rescapés survivent au jour le jour dans l'angoisse des prochains bombardements.

Car le massacre se poursuit. De temps à autre, les gouvernements capitalistes demandent à Netanyahu d'introduire un peu d'humanité dans son entreprise génocidaire... pour mieux poursuivre, sans relâche, leur fourniture d'armes à Israël.

C'est un fait : Israël ne pourrait prolonger son offensive meurtrière plus de deux ou trois jours si ces livraisons d'armes et de munitions cessaient. C'est pourquoi les véritables partisans de la paix se doivent d'exiger : l'arrêt des bombardements, la levée du siège et surtout l'arrêt des livraisons d'armes et de leur financement.

Dans ces circonstances, on a du mal à comprendre que Jean-Luc Mélenchon et une demi-douzaine de députés de La France insoumise aient choisi le siège des Nations unies à Genève comme destination de leur manifestation pour le cessez-le-feu samedi dernier, Mélenchon précisant : « *Heureusement qu'il y a l'ONU parce que sinon, il n'y aurait que la barbarie.* »

Faut-il rappeler que c'est un vote de l'ONU qui, en 1947, a décidé l'injuste partition de la Palestine, niant purement et simplement le droit du peuple palestinien à se constituer en nation et ouvrant la voie au déferlement de barbarie ? Faut-il rappeler que ce vote a été rendu possible parce que, conformément aux règles des Nations unies, aucun membre permanent du Conseil de sécurité ne s'y était opposé ?

C'est un leurre de prétendre que le cessez-le-feu dépendrait de l'ONU. Toute décision de l'ONU dépend de son Conseil de sécurité, donc des cinq grands pays qui y disposent d'un droit de veto. À commencer par l'administration des États-Unis.

S'adresser à l'ONU pour lui demander d'imposer un cessez-le-feu, c'est détourner l'attention des véritables responsables. L'arrêt du massacre ne se décidera pas à l'ONU ni même aux abords de son siège à Genève ou ailleurs. Disons-le clairement : c'est à l'Élysée, c'est à la Maison-Blanche qu'il faut aller manifester pour exiger des responsables qu'ils cessent de livrer des armes et priver ainsi l'entreprise génocidaire de ce qui la rend possible.

S'ils veulent être pris au sérieux, les responsables des organisations ouvrières et tous ceux qui se disent attachés à la cause de la paix doivent cesser d'agiter le leurre de l'ONU*. C'est contre Biden et les gouvernements impérialistes que doit s'orienter la mobilisation pour : « *Plus un sou, plus une arme pour Israël.* »

En France, c'est contre Macron que le combat doit s'ordonner, car c'est son gouvernement qui, à l'extérieur, arme et finance la guerre à Gaza et en Ukraine et qui, à l'intérieur, mène la guerre contre les travailleurs et la jeunesse.

* Leurre aussi que l'appel à soutenir en France le syndicat américain UAW qui, certes, s'est prononcé pour le cessez-le-feu... pour immédiatement ensuite apporter son soutien à Biden aux prochaines élections !

J-C - Contre Macron, mais aussi les institutions de la Ve République, le capitalisme, en regrettant que le PT participe à la mascarade des élections européennes que nous boycottons.

Vidéo. Palestine. 75 ans de partition toujours plus d'oppression. Quelle issue ? - PT-TCI 20 octobre 2023

<https://www.youtube.com/watch?v=cz8rD1b0jPU>

Pour aborder cette question sérieusement et essayer d'y apporter une réponse, il faut commencer par distinguer les différents facteurs et rapports qui ont présidé ou influencé la situation politique au cours de chaque période historique marquée par des événements déterminants. Ensuite, on peut observer de quelle manière ces facteurs et rapports ont évolué tout au long du processus historique, avant d'en tirer des enseignements à valeur théorique et d'en arriver à des conclusions pratiques. Il s'agit donc avant tout de procéder méthodologiquement par ordre, et de se conformer à la logique qui se dégage des faits et de leurs enchaînements, tels qu'ils se sont produits et non pas tels qu'ils seraient sortis de notre imagination ou d'un quelconque manuel du bon militant comme c'est très souvent le cas, ici encore évidemment.

Si cet exercice est relativement facile à réaliser, puisqu'il suffit de replacer chacun de ces facteurs ou acteurs politiques dans un contexte bien circonscrit, par exemple, avant, pendant, après une guerre, en principe il ne devrait y avoir aucune difficulté ou confusion à ce niveau-là. Encore faut-il s'y tenir et ne rien oublier ou occulter délibérément au passage, auquel cas la description qu'on en ferait serait incomplète ou tronquée pour des raisons diverses qu'on n'a pas à aborder pour le moment, et l'analyse qui en découlerait serait faussée ou plutôt orientée dans une direction que leur auteur aurait adopté avant même de commencer son exposé ou sa démonstration, dans le seul but de justifier les conclusions ou propositions auxquelles il voulait en venir.

Autrement dit, lorsque les faits sont instrumentalisés de la sorte, cet exposé n'est plus qu'un instrument de propagande et de manipulation des consciences, puisque les travailleurs ou militants auxquels elle s'adressait ou qui en seraient les victimes, ignoraient ou plutôt devaient ignorer les mécanismes qui présidaient au fonctionnement de cet instrument. C'est ce qui permet en règle générale de pouvoir faire croire pratiquement n'importe quoi à n'importe qui, une expérience désagréable ou pire encore dont chacun d'entre nous a été témoin ou victime à son insu au cours de son existence, je crois que les lecteurs en conviendront honnêtement.

L'exposé qui nous a été présenté par deux dirigeants de la tendance communiste internationaliste du Parti des travailleurs n'a pas échappé à cette règle, j'ai envie d'ajouter hélas. Nous allons voir comment ils ont procédé et quels facteurs ils ont été mis en avant ou utilisés, quant à la question de savoir à quelle fin, je pense qu'il est préférable de se demander quelle en est la signification politique pour comprendre que nous sommes en présence de ce qu'on pourrait appeler une machination, bien que je n'aime pas trop ce terme, une mystification serait peut-être plus appropriée.

Vous aurez remarqué qu'ils n'ont pas traité l'OLP et le Hamas avec la même objectivité, je n'ai pas dit bienveillance parce que cela ne s'imposait pas. En gros, ils ont accordé le même traitement à l'OLP qu'au PS ou la social-démocratie, et d'une certaine manière ils ont réservé le même sort au stalinisme qu'au Hamas.

S'ils ont rappelé l'historique de l'OLP et sa dérive qui l'a amené à renier la cause qu'il représentait, la présentation qu'ils en ont faite comportait le même biais que l'on retrouve dans celle du PS ou de la SFIO, à savoir, ils s'en tinrent à nouveaux aux intentions qui figuraient dans son programme et aux déclarations de ses dirigeants pour le caractériser, or quotidiennement ou en pratique l'OLP et ses dirigeants se comportèrent tout autrement. Mais pour eux cela ne compte pas, il faut l'occulter, or ce sont des faits, qui ont autant ou plus de pouvoir et de conséquences que les déclarations de Yasser Arafat.

Ils nous expliqueront, que c'était la nature sociale des dirigeants de l'OLP qui les avait amenés à adopter la position de l'impérialisme anglo-saxon, certes, mais dites-nous, cette nature sociale des dirigeants de l'OLP elle n'était pas nouvelle, ils n'ont pas trahi du jour au lendemain le peuple palestinien, ils l'ont toujours berné en réalité, on pourrait en dire de même des dirigeants de la SFIO qui n'ont pas attendu le 3 août 1914 pour passer de l'autre côté de la barricade, que dire du PS avant le 10 mai 1981.

Pour comprendre leur raisonnement ou comment ils justifient leur opportunisme, il faut avoir à l'esprit qu'à toutes ces époques jusqu'à nos jours, que ce soit en France ou en Palestine, il n'existait pas un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, du coup les éléments les plus avancés de la classe ouvrière s'organisèrent dans des partis dont ils ignoraient la nature contre-révolutionnaire, les différents courants se réclamant du trotskysme en les courtoisèrent, mieux ou pire, ils allèrent jusqu'à les inclure dans l'issue politique qu'ils proposaient à leurs militants et aux travailleurs dont forcément il ne sortait rien à l'arrivée, autrement dit cela ne servaient pas les intérêts des travailleurs qui un jour ou l'autre se retrouveraient sans plus aucun parti pour les représenter. Ce que nous ne regrettons pas, je veux dire par là qu'on n'a jamais souhaité que le PS et le PCF continuent d'exister, bien au contraire, plus vite on en serait débarrassé et plus tôt le mouvement ouvrier pourrait se reconstruire sur une nouvelle base, y compris en Palestine occupée.

Qu'il faille soutenir les luttes sociales ou politiques engagées par des syndicats ou des partis dits ouvriers corrompus est une chose. Notre soutien va aux travailleurs en lutte et non à ces organisations pourries. On peut aussi concevoir qu'il faille défendre l'existence de syndicats vendus, dès lors qu'il n'en existe pas d'autres, car les travailleurs ont impérativement besoin de syndicats pour défendre leurs acquis sociaux, telle devrait être la position de tout militant ouvrier selon moi. Maintenant on est en présence d'autre chose bien différente, lorsqu'il s'agit à n'importe quelle occasion de soutenir les luttes politiques dans lesquelles sont engagés les représentants de la social-démocratie ou du stalinisme, qui auront pour unique vertu de redorer leur blason ternis par un siècle de trahison, pire, les inclure dans une perspective politique ou dans un gouvernement ouvrier, la pire illusion qu'on puisse colporter auprès des travailleurs et des militants, là on passerait à notre tour de l'autre côté de la barricade, et on se demandera au passage en quoi cette stratégie serait favorable ou compatible avec la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, qui ne semble pas du tout être l'objectif de ces dirigeants trotskystes.

Ce qui est en cause ici, c'est l'instrumentalisation permanente des illusions des masses pour le compte du régime en place, sous prétexte que la révolution socialiste est renvoyée à une date lointaine indéterminée, en attendant soyons opportunistes, pourquoi pas, cela les regarde après tout, mais qu'ils en assument toutes les conséquences, ce qu'ils sont incapables parce que leur position est indéfendable et ils le savent. Mais revenons à leur exposé.

Ils nous ont expliqué une fois de plus que tout ce qui se passait de nos jours dans le monde seraient la faute au stalinisme, y compris à Gaza. Ils sont revenus à juste titre sur le rôle criminel qu'il joua lors de la partition de la Palestine en 1947 adoptée et soutenue par l'URSS de Staline. Bravo, c'était indispensable de le rappeler, à ceci près qu'ils oublieront le rôle tout aussi néfaste joué par la social-démocratie à la même époque et plus particulièrement au cours des années 30, qui furent décisives pour le mouvement ouvrier international, puisque les événements devaient déboucher sur une Seconde Guerre mondiale et l'avènement du nazisme en Allemagne et en partie en France, du fascisme en Italie et en Espagne notamment, alors que des partis sociaux-démocrates avaient été au pouvoir dans plusieurs pays en Europe peu de temps auparavant ou représentaient une importante force politique dans laquelle des pans entiers des masses se reconnaissaient, y compris les sections de la IIe Internationale au Moyen-Orient.

En quoi cette différence de traitement aurait-elle été justifiée ? En aucune manière, la preuve étant que plus tard ce sont des partis sociaux-démocrates qui sont parvenus au pouvoir en Espagne, en France, en Allemagne, en Italie, au Portugal, en Grande-Bretagne, etc. et non des partis dits communistes dont l'influence ne cessa de décliner tout au long de la seconde moitié du XXe siècle à partir du milieu des années 50 à nos jours. Autrement dit, en 2024 en France et à Gaza, c'est davantage la social-démocratie dégénérée (son idéologie et ses représentants) qui apparaît sous différents masques, qu'il nous faut combattre au même titre que la réaction officielle, idéologie qui désormais sert également de programme au PCF et à tous les syndicats.

Quel est maintenant le rapport avec le Hamas, direz-vous, on y vient.

Contrairement à l'OLP qui un moment fut une organisation respectable tant qu'elle fut anti-impérialiste, lorsqu'elle incarnait les revendications historiques fondamentales du peuple palestinien, le rejet de la partition et le droit au retour notamment, le Hamas fut dès le départ

un instrument de l'impérialisme anglo-saxon, britannique dans un premier temps, puis américain de nos jours. Qu'il ait été conçu au départ pour lutter contre l'OLP dans laquelle les masses palestiniennes avaient placé leurs illusions croyant que cette organisation représentait ses aspirations révolutionnaires, c'est un lieu commun, mais il n'explique pas tout. Car le temps passant, il allait de soi que les Palestiniens allaient bien finir par s'apercevoir que l'OLP était complice des sionistes, d'autant plus que la crise mondiale du capitalisme devait se traduire par d'importantes tensions sociales et politiques dans tous les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient qu'il faudrait contenir d'une manière ou d'une autre, elles atteindraient la Palestine occupée, le 11 septembre 2001 fut une première réponse de l'impérialisme américain et ses alliés ou vassaux, qui au-delà des premiers succès remportés allait ranimer la flamme du mouvement anti-impérialiste ou anticolonial des années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale et les décennies suivantes, dont justement la Palestine occupée est à nouveau l'épicentre aujourd'hui.

C'est dans ces conditions que les masses palestiniennes en vinrent à rejeter l'OLP et l'autorité palestinienne de Mahmoud Abbas, et à chercher une nouvelle voie pour résister au sionisme ou continuer leur lutte de libération nationale, qu'apparut le Hamas, dont la fonction était de les détourner de leurs revendications historiques au profit d'une adaptation au régime d'apartheid que les sionistes leur avaient réservé, tâche qui allait s'avérer impossible à réaliser, d'où la scission du Hamas à Gaza ou la création de sa branche palestinienne reprenant à son compte l'objectif de libérer l'ensemble de la Palestine du sionisme, abandonnant au passage le discours raciste et impérialiste de la Confrérie des Frères Musulmans, donc reprenant les grandes lignes de l'ancien programme de l'OLP. Cela figure dans leurs documents et déclarations, ils sont en ligne dans le blog, vous pouvez le vérifier vous-même.

Si le Hamas a pris la place qu'occupait autrefois l'OLP, pourquoi ce traitement différencié et malhonnête de surcroît ?

Dès lors, on se pose une question : Les dirigeants du PT savent ce que je viens de relater, ils savent lire et ils ont des oreilles, alors pourquoi ont-ils occulté, censuré tous ces éléments sur le Hamas de Gaza, pour se conformer au discours dominant, par crainte de se voir accuser de soutenir une organisation terroriste, pour ne pas exposer leurs militants à des provocations violentes de la part de sionistes fanatiques ?

Quand on regarde attentivement, le Hamas de Gaza se retrouve dans la même situation que l'OLP autrefois lorsqu'il n'existait pas de parti ouvrier révolutionnaire, ses dirigeants ne doivent pas être davantage fréquentables, leur nature n'est pas différente somme toute, aucune illusion n'est permis à ce sujet, mais pourquoi se focaliser sur le Hamas lorsqu'on sait qu'il existe plus d'une dizaine d'organisations palestiniennes armées à Gaza et en Cisjordanie, parce que les médias n'évoquent que le Hamas, désolé, le comportement des dirigeants du PT ne correspond à celui de dirigeants indépendants.

Ces deux dirigeants du PT nous ont aussi expliqué qu'autrefois en Palestine il existait une section de la IVe Internationale, elle dut avoir une importance aussi infime et éphémère que celle qui existe 76 ans plus tard en France, dites-moi, je ne fabule pas, n'est-ce pas ? Ce sont eux qui se comportent en mégalomanes fanatisés en prêtant à une organisation quasi-inexistante un hypothétique rôle politique de premier plan, mais ce n'est pas anodin, car cela permet d'étayer l'argumentation selon laquelle c'est sa construction qui aurait déterminé leur orientation politique et de justifier ce que j'ai appelé leur opportunisme en direction de la

social-démocratie, à tel point qu'elle dut être à l'origine de la scission du PT puis du POI, de leur courant politique, on se demande bien pourquoi, si c'était pour en arriver là, eux-seuls pourraient répondre à cette question.

Personnellement je me moque de savoir qui est derrière la branche palestinienne du Hamas et des différentes factions palestiniennes armées, ce que je constate c'est que depuis 17 ans les masses palestiniennes ont été enfermées dans le ghetto de Gaza et de Cisjordanie et ensemble avec ces organisations elles ont décidé de le forcer le 7 octobre 2023 au prix d'un énorme sacrifice parce qu'elles n'avaient pas d'autres choix, et quand bien même il aurait existé un authentique parti ouvrier révolutionnaire à Gaza, il n'aurait rien pu leur offrir de mieux comme issue politique qu'un soulèvement armé au péril de leur vie, constat que nos braves trotskystes refusent, préférant au côté des représentants des colonisateurs anglo-saxons-sionistes casser du Hamas, sachant que la réaction le caractérisait de terroriste au profit de l'autorité palestinienne dirigée par l'OLP, ce qui revient à s'en prendre indirectement au Palestiniens et à adopter la position des Américains puisqu'ils envisagent de confier à l'OLP la gestion de la bande de Gaza, voilà qui respire l'opportunisme à peine voilé.

Car la réaction ne s'y est pas trompée en décidant de jeter son dévolu haineux contre le Hamas, non pas pour ce qu'il serait, mais ce qu'il incarne pour les Palestiniens, le démembrement de l'Etat juif d'apartheid, racialisé, le gardien des puits de pétrole et de gaz de l'impérialisme anglo-saxon dans la région.

On a beau nous avoir offert un cours sur le terrorisme, et rappeler la position du marxisme sur cette question, avoir évoqué son caractère petit bourgeois, tout comme les directions de l'OLP et du Hamas palestinien ainsi que les autres organisations palestiniennes, il n'aurait pas été inutile de préciser la signification politique de cette caractérisation, à savoir que le petit bourgeois ne privilégie pas seulement ses intérêts individuels et les moyens individuels pour les satisfaire comme cela a été rappelé à juste titre, et affirmer que sa nature sociale, son milieu social ou encore son statut social expliquerait son comportement comme cela a été suggéré ne suffit, faudrait-il encore préciser à quelle classe il appartient, les classes moyennes, et qu'est-ce qui les distingue des autres, de la classe ouvrière et de la classe des capitalistes, à savoir qu'elles ne sont pas indépendantes, elles occupent une place intermédiaires au sein des rapports d'exploitation. En deux mots, elles dépendent des autres classes en permanence ou bouffent à tous les râteliers, et selon les circonstances en fonction de leurs intérêts, elles adopteront l'idéologie de l'une ou l'autre classe indépendante en privilégiant celle qui permettrait d'atteindre ses objectifs, sans se soucier du sort de la classe ouvrière qu'elles instrumentalisent quand elles en ont besoin, et abandonnent à son triste sort le reste du temps, ou pire, elles s'allient à la réaction et alimentent l'extrême droite allant même jusqu'à prôner le fascisme ou le nazisme.

Les classes moyennes ont joué un rôle déterminant dans l'organisation du mouvement ouvrier au XIXe siècle, ses couches les plus progressistes avaient même adopté le socialisme avant chaque fois de le trahir, quand les intérêts du capitalisme étaient menacés, préférant ainsi la dictature fasciste ou nazi, la guerre, au socialisme, à l'exception de quelques dirigeants sociaux-démocrates qui seront minoritaires dans leurs partis et confirmeront cette règle qui est toujours valable de nos jours, plus que jamais puisque pas une seule couche des classes moyennes en 2024 ne se réclame plus vraiment du socialisme ou n'ose rompre avec le régime en place et l'affronter, toutes s'y sont ralliés.

On doit ajouter qu'il arrive que des travailleurs ayant le statut d'ouvrier cessent de travailler pour devenir des dirigeants dans des partis dits ouvriers, parfois des élus, dès lors leur salaire et leur mode de vie ne dépendront plus de leur travail, ils se retrouvent couper de la classe dont ils sont issus, et au fil du temps ou plus ou moins rapidement et consciemment, les intérêts de leur classe passeront au second plan, ils lui deviendront étrangers. Ils vont adopter l'état d'esprit et le comportement des membres des classes moyennes après avoir hérité de leur statut social pour ainsi dire. Ils ont changé de classe, et désormais ils vont servir de préférence les intérêts de cette classe avec laquelle leurs intérêts correspondent, sachant que cette classe est liée à la bourgeoisie ou au capitalisme, leur orientation politique sera influencée par cette classe avec laquelle ils ne peuvent pas rompre sous peine de perdre leurs statuts privilégiés, et ainsi de suite, il suffit d'observer comment ils s'y prennent pour justifier leur politique droitnière ou opportuniste pour en avoir confirmation.

Tous ceux qui s'accommodent du capitalisme et du régime en place méritent cette caractérisation de petit bourgeois qui n'a rien de péjoratif ou de méprisant, car nous considérons qu'elle a un contenu social particulier, dès lors que nous l'abordons sur le plan politique et non individuel comme le font ceux qui sont sous l'emprise de cette déviation idéologique, traitant les masses de tous les noms, les insultant, détestant finalement la terre entière, mais pas seulement, la vérité surtout, car elle mettrait en lumière leur ignorance, leurs divagations ou contradictions, leur incohérence ou inconsistance, leurs compromissions et leurs trahisons.

Revenons à notre sujet.

Ces gens-là vivent dans un autre monde, sur une autre planète que nous. Ce qui est extraordinaire, c'est que tout au long de leur exposé à aucun moment ils ne sont demandés ce que les Palestiniens pensaient de tout cela, ce qu'ils vivaient au quotidien depuis si longtemps dans cet immense camp de concentration qu'est Gaza et la Cisjordanie. Ils se sont mis à leur place en ne pensant pas un instant que leur orientation politique pouvait être également influencée par leur mode de vie privilégié, de petit bourgeois, notion qu'ils affectionnent particulièrement lorsqu'il s'agit de discréditer leurs adversaires politique à défaut d'argument à leur opposer, comme d'autres recourent au complotisme ou au terrorisme envers les opposants à Macron.

Je n'ai pas de jugement à formuler sur le comportement du peuple palestinien, et j'ai encore moins envie de le condamner, même si je ne partage pas ses illusions, y compris dans le Hamas ou ces organisations armées. Il résiste héroïquement comme il peut dans des conditions effroyables, c'est ce que je retiens et privilégie. Quant à mes désirs de militant ouvrier socialiste, qui rejoignent les espoirs les plus fous des Palestiniens épris de justice sociale et de démocratie, de liberté, je ne me dis pas qu'ils pourraient se réaliser en faisant des plans sur la comète qui n'ont pas lieu d'être en ce moment tragique, je me contente de leur apporter un soutien inconditionnel en refusant d'hurler avec la meute déchaînée de génocidaires contre les organisations qui pour eux incarnent leur lutte pour une Palestine une et indivisible laïque et démocratique.

En complément. A propos de l'OLP et sa trahison du peuple palestinien.

Dans la causerie du 28 novembre 2012.

- Conscient de son extrême fragilité, le président de l'Autorité palestinienne vient de proposer à Israël un étonnant compromis, révèle le quotidien israélien Haaretz. Lors d'une rencontre lundi à New York avec des représentants de la communauté juive américaine, parmi lesquels l'influent avocat Alan Dershowitz, Mahmoud Abbas aurait indiqué son intention de reprendre les négociations avec Israël à condition que ce dernier accepte de geler provisoirement la colonisation.

En échange, ajoute le journal, il s'engagerait à établir, dans son discours jeudi à l'Assemblée générale des Nations unies, un "*lien entre Israël et le peuple juif*", ce qui pourrait impliquer le renoncement au retour des quelque cinq millions de réfugiés palestiniens. Une concession impensable il y a encore un an. lepoint.fr 27.11

C'était "un piège mortel" prévisible.

Dans ma causerie du 5 janvier 2009

Je me souviens du jour où l'on nous a annoncé que les Palestiniens allaient disposer de territoires sous la tutelle de l'Etat israélien, je me suis dit immédiatement qu'il allait se transformer en une gigantesque fosse commune, que c'était un piège pour éliminer définitivement le peuple palestinien de la surface de la terre, un génocide prémédité. Depuis les "*accords*" d'Oslo, le cauchemar annoncé est devenu réalité malheureusement.

Dans celle du 16 juillet 2014

Il y a quelques années déjà, j'avais indiqué que les accords d'Oslo et la création des territoires palestiniens dont Gaza, était un piège mortel pour les Palestiniens encerclés par l'ennemi sioniste. Il semblerait que les sionistes dont la cruauté et le cynisme sont sans limite, se soient inspirés du ghetto de Varsovie où étaient enfermés les juifs sous l'occupation nazi pour ensuite les liquider plus facilement, procédé d'une efficacité redoutable comme on le sait ou on peut l'observer quotidiennement à Gaza.

Le 29 octobre 2014

Maintenant que la Grande-Bretagne a reconnu l'Etat palestinien, il est temps d'oublier la farce de la solution à deux Etats. (The Independent) - legrandsoir.info 28.10.2014

Mimétisme ou la voix de son maître. Comment justifier un génocide ? En accusant ses victimes de terroristes.

Entendu le 7 février :

- Yonathan Arfi, président du CRIF, sur France-Inter

- « *Il n'y a pas d'équivalence morale entre des victimes collatérales, civiles, qui n'ont pas été visées délibérément, et des victimes du terrorisme* »

- François Hollande sur France-Info répondant à la question d'une journaliste :

« *Faut-il un hommage similaire à celui des victimes du 7 octobre pour les morts à Gaza ?* »

- « *Ça ne peut pas être le même hommage. Une vie est une vie et une vie est équivalente à une autre. Mais il y a les victimes du terrorisme et les victimes de guerre* ».

Miroir ou mimétisme.

- France. "Nettoyage social" de la capitale avant les JO.

- Palestine occupée. Nettoyage ethnique de la bande de Gaza dans le cadre du Great Reset.

Faites-le savoir. Les sionistes figurent parmi les pires antisémites.

Lu - Être antipalestinien c'est être... antisémite ?

Oui dans le vrai sens du mot. Peu de juifs étant sémites et beaucoup plus de palestiniens l'étant, c'est donc limpide « *se prouver* » antisémite que de les génocider.

Être pour le génocide (faute de se montrer pas assez contre) est donc l'acte le plus antisémite actuel.

Palestine occupée. Le sionisme est synonyme de nazisme, de barbarie.

https://twitter.com/AJA_Palestine/status/1756661661115482145?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1756661661115482145%7Ctwgr%5E43fe4e0f9489e682e160f538c0f3c61ac4d3552b%7Ctwcon%5Esl_&ref_url=https%3A%2F%2Fseauinternational.net%2Fnouvelle-tragedie-a-gaza-une-mere-et-son-bebe-assassines-par-des-snipers-israeliens%2F

Démystification sans illusion.

- Israël facilitera la montée du Hamas, dans le but d'affaiblir l'OLP.

Cette affirmation matraquée sans relâche depuis le 7 octobre 2023 relève de la mystification, de la falsification des faits, de la fabrication d'argument au titre de la propagande, au profit des anglo-saxons et sionistes nazis.

Ce que j'ai compris, en fonction des éléments qui sont parvenus à ma connaissance et après réflexion.

J'ai lu quelque part que, en 1982 : même si l'OLP devient « *exclusivement civile (...), d'autres groupements reprendront l'arme du terrorisme (...). L'idée d'un État palestinien ne disparaîtra pas, quel que soit le sort de l'OLP* ». Traduction : malgré ou même si l'OLP capitulait, le peuple palestinien n'abandonnera jamais ses revendications légitimes. Alors autant prendre les devants...

Il semblerait que les autorités coloniales ayant conscience de la nature petite bourgeoise des dirigeants de l'OLP, aient pris la décision politique d'anticiper leur trahison et l'affaiblissement de son emprise sur les masses palestiniennes qui en découlerait, et par conséquent d'instrumentaliser les dirigeants du Hamas afin qu'ils canalisent et d'une certaine manière neutralisent les éléments palestiniens les plus radicaux, sous-estimant gravement qu'ils seraient rapidement rejoints par la majorité des Palestiniens qui ne cèderaient jamais sur leurs revendications historiques fondamentales, et n'abandonneraient pas la lutte armée pour libérer la Palestine de l'occupant anglo-saxon-sioniste.

Submergés par ce processus incontrôlable, les dirigeants du Hamas se retrouvèrent en porte-à-faux ou face à des contradictions insurmontables suite à leur tentative infructueuse d'imposer au peuple palestinien une doctrine politique racialisée et islamiste puisqu'il la rejetait massivement. Cela se traduisit par des conflits de plus en plus violents entre eux jusqu'aux rangs de leurs militants ou sympathisants, ce qui déboucha à Gaza sur une scission entre la branche restée fidèle à la Confrérie des Frères Musulmans prônant un hypothétique Etat palestinien islamiste, et celle incarnant les revendications historiques du peuple palestinien dont celle intégrant tous les habitants de la Palestine dans un seul Etat ou une République laïque et démocratique, à défaut de mieux.

La survie du régime de Damas grâce au soutien militaire apporté par la Russie a dû peser lourd dans la balance des différents qui opposaient les dirigeants du Hamas et précipiter la scission de leur organisation, sans pour autant que la branche de Gaza change de nom, on est donc en droit de penser que ses dirigeants doivent avoir conservé des liens avec celle toujours liée au Qatar, à la Turquie, à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, donc à Israël.

Par conséquent, si ce serait une grave erreur politique de leur accorder la moindre confiance ou de les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, pour autant, force est de constater que la majorité des Palestiniens soutient la lutte armée de libération nationale que mènent la branche de Gaza du Hamas et d'autres organisations. Partant de là, notre devoir est de soutenir leur lutte par tous les moyens à notre disposition, et non de juger ou condamner leurs dirigeants parce qu'ils seraient compromis, ce que ne se gênent pas de faire tous ceux qui se sont ralliés à la version officielle du 7 octobre 2023 d'une "attaque terroriste" sur Israël ou de l'amalgame entre Netanyahu et le Hamas, deux versions destinées à soutenir le génocide en cours.

Les travailleurs juifs les plus éclairés, les masses arabes au Moyen-Orient et en Afrique, ailleurs dans le monde, ainsi que l'immense majorité des travailleurs sur tous les continents

soutiennent la lutte anticoloniale du peuple palestinien, ils se reconnaissent dans cette lutte parce qu'elle incarne la lutte contre l'impérialisme, la classe ouvrière réalise son unité contre l'exploitation et l'oppression dont elle est victime dans son propre pays, mettant à l'ordre du jour la nécessité d'un changement de régime économique et politique, la révolution socialiste mondiale.

Les conditions réunies pour une régression sociale mondiale généralisée.

Les économies occidentales risquent de connaître une décroissance et un appauvrissement, à court et moyen terme par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 06 février 2024

Extrait.

En économie, il n'y a pas de magie.

Pour consommer, il faut produire, et pour produire, il faut épargner (revenus moins dépenses de consommation) et investir dans des capitaux productifs, dans des infrastructures et dans des moyens de soutien à la production. Il faut un stock de capitaux productifs (entreprises, usines, machinerie, équipements, infrastructures), des innovations, du progrès technique, du savoir, de la gérance, des sources fiables d'énergie et surtout, des travailleurs qualifiés, capables de contribuer à des hausses de productivité afin d'augmenter la production annuelle de biens et de services par habitant.

C'est ainsi que les niveaux de vie et de bien-être s'élèvent, en moyenne, dans certaines économies et pourquoi les niveaux de vie stagnent ou s'accroissent lentement dans d'autres économies.

Cela s'explique dans certaines économies par le manque d'épargne et de capitaux productifs par rapport aux nombres et aux qualifications de travailleurs et par d'autres facteurs. En effet, d'autres indicateurs économiques visent à tenir compte du développement humain et de la qualité de vie (stabilité économique et politique, santé publique, éducation, sécurité individuelle, etc.) d'une population, au-delà de la seule moyenne de la production intérieure de biens et de services par habitant, cette dernière pouvant être répartie d'une manière très inégalitaire.

De nos jours, les économies occidentales, dites '*avancées*', sont considérées relativement productives et sont parmi celles où leurs populations jouissent d'un niveau de vie relativement élevé, tel que mesuré par le produit intérieur brut par habitant. C'est essentiellement parce que leur stock de capitaux productifs est élevé et qu'elles bénéficient du progrès technique, de sources d'énergie bon marché et d'une force de travail qualifiée.

Cependant, une telle réussite n'est pas nécessairement permanente et inéluctable, si les conditions sous-jacentes à la croissance économique en viennent à s'atrophier ou sont remplacées par d'autres facteurs moins performants. Une baisse du niveau de vie n'est pas une certitude, mais peut devenir possible, voire prévisible, si les politiques publiques sont mal conçues.

En effet, depuis quelques décennies, on observe des changements structurels dans les caractéristiques des économies occidentales, essentiellement celles de l'Europe et de l'Amérique du nord. Ces changements touchent un ralentissement dans les nouveaux investissements productifs, l'expansion relatif du secteur des services, l'afflux de travailleurs peu qualifiés découlant d'une immigration illégale, des politiques de transition énergétique vers des sources d'énergie plus coûteuses et moins fiables, et un cadre géopolitique chaotique de nature à susciter des guerres hégémoniques.

De telles transformations structurelles sont de nature à ralentir, non seulement la croissance économique des économies occidentales, à court et moyen terme, mais possiblement aussi leur prospérité future, en termes de niveaux de vie et de qualité de vie.

1- Un modèle simple pour comprendre les sources de la croissance économique réelle des pays à long terme

Commençons par un modèle simple de la croissance économique réelle des pays, lequel nous est fourni par le modèle de Solow.

Ce modèle stipule que la croissance économique de la production à long terme d'une économie dépend de son stock de capitaux productifs, résultat des épargnes, du progrès technologique et de la main-d'œuvre disponible.

Plus le stock de capitaux dans une économie est élevé, plus la production intérieure annuelle de biens et de services sera abondante, pour un nombre de travailleurs ou pour une population donnée de consommateurs.

Si on considère que le niveau de vie d'une population dépend, en bout de ligne, du stock de capitaux accumulés, et que la croissance annuelle du produit intérieur brut réel (PIB) dépend en grande partie de ces capitaux, il en résulte que plus les travailleurs sont qualifiés et plus ils ont accès à des capitaux (entreprises, usines, machinerie, équipements, infrastructures), plus ils sont productifs, et plus le niveau de vie de l'ensemble de la population sera élevé.

2- Une économie industrialisée repose sur plus de capitaux qu'une économie moins développée

Dans une économie industrialisée, il a été observé qu'il faut une valeur moyenne d'environ \$4 de capitaux pour générer une production intérieure annuelle de \$1, selon un ratio 4 : 1. Dans une économie de subsistance ou en stagnation, à l'inverse, c'est-à-dire là où le niveau de vie est bas ou stagnant, le ratio de capitaux/production annuel est peu élevé, pouvant ne pas dépasser le ratio d'environ 1 : 1.

C'est ce qui peut expliquer, en grande partie, la tendance à des migrations de population sur une grande échelle, venant des pays à bas niveaux de vie et à forte croissance démographique, vers des pays à hauts niveaux de vie et fortement capitalisés.

À court et à moyen terme, un tel phénomène migratoire n'est pas nécessairement à l'avantage des économies avancées, lesquelles peuvent voir leur taux de croissance économique décliner et le niveau de vie de leur population s'abaisser, si des investissements suffisamment élevés ne viennent pas s'ajouter au stock de capitaux existant.

3- Croissance économique et croissance démographique

Il faut bien comprendre que si la population s'accroît dans une économie industrialisée, soit naturellement ou par de forts flux migratoires, il est alors nécessaire que le stock de capitaux productifs et les infrastructures de cette économie s'accroissent aussi dans un rapport de 4 : 1, (en l'absence de progrès technologique), pour que le niveau de vie de l'ensemble de la population se maintienne.

En d'autres termes, si le niveau de capitalisation d'un pays à économie avancée ne s'accroît pas en proportion et en même temps qu'une forte expansion démographique, une baisse des revenus par habitant et un abaissement général du niveau de vie peut s'en suivre.¹

4- Désindustrialisation, délocalisations et le passage à une économie de services

Il est trivial de dire que les économies occidentales sont devenues des sociétés de consommation. Ce sont des économies dans lesquelles le pourcentage des biens et services produits et consommés occupent plus de soixante pour cent de la production.

Il s'agit d'une évolution complexe qui est reliée au phénomène de la désindustrialisation, cette dernière ayant été observée depuis un demi-siècle dans la plupart des économies occidentales. Elle se mesure par le déclin de la part de la valeur ajoutée industrielle et des emplois industriels, dans le PIB et dans l'emploi total.²

Ce phénomène s'accompagne d'une délocalisation nationale de certaines industries à haute productivité vers des économies émergentes, sous le couvert de la mondialisation économique, et d'une expansion relative de la production intérieure et de la consommation de services privés (commerce, finance, transport, restauration, divertissement, etc.) et publics (enseignement, santé, administrations, etc.), un secteur généralement moins susceptible d'enregistrer de forts gains de productivité.

5- Désépargne structurelle des gouvernements par l'endettement

La désindustrialisation relative et le passage à une économie de services dans les économies occidentales ont obligé les gouvernements à accroître leurs déficits budgétaires, ce qui a poussé certains pays à avoir un niveau d'endettement public total qui dépasse présentement le niveau de leur produit intérieur brut annuel.

Les économies avancées avec les niveaux d'endettement public les plus élevés par rapport à leur produit intérieur brut annuel, en 2024, tels que mesurés par le pourcentage de la dette publique par rapport au PIB annuel, sont:

Japon = 255,24%

Grèce = 167,97

États-Unis = 123,28

France = 110,03

Portugal = 108,35

Espagne = 107,28

Canada = 106,38

Belgique = 105,98

Royaume Uni = 104,14

P.S. : Le Japon constitue un cas particulier en raison de son taux d'épargne des ménages élevé. L'épargne personnelle au Japon s'est élevée en moyenne à 13,09 % de 1963 à 2023, atteignant un sommet historique de 62,10 % en juin 2020. De plus, la dette publique du Japon est presque entièrement intérieure.

Pour une vision plus complète, il faut ajouter à la désépargne publique courante des gouvernements, le gaspillage croissant de ressources dans l'industrie mondiale de l'armement et dans des guerres récurrentes ruineuses et polluantes, certaines pouvant même conduire à une guerre nucléaire catastrophique.

6- Le réchauffement climatique et la crise énergétique

Il existe une grande complémentarité entre les capitaux productifs et l'énergie. En effet, quand les sources d'énergie étaient abondantes et pouvaient être considérées comme illimitées, celles-ci étaient vues comme une donnée. Comme la pollution qui accompagne la combustion d'énergies fossiles est une des sources du réchauffement climatique, cela ne peut plus être le cas dans l'avenir.

La crise du réchauffement climatique a persuadé plusieurs gouvernements de prendre des mesures drastiques pour réduire la combustion d'énergies fossiles, relativement abondantes mais non renouvelables, faciles à exploiter et à grand rendement énergétique (charbon, pétrole, gaz naturel, etc.). (N.B. : Les énergies fossiles représentent présentement près de 80% de la production mondiale totale d'énergie.)

Le but étant de les remplacer graduellement, au cours des décennies à venir, voire des siècles à venir, par des sources d'énergies renouvelables (énergie solaire, éolienne, hydraulique, etc.) moins abondantes, certaines étant intermittentes et moins fiables, en plus d'être plus coûteuses.

La filière nucléaire se situe entre ces deux catégories de sources énergétiques. L'énergie nucléaire représente environ 10 % de la production mondiale d'électricité. C'est une source d'énergie qui a des avantages et des inconvénients, mais sa production est très coûteuse. Néanmoins, certains pays dépourvus de sources d'énergie alternatives, telle la France, n'auront pas d'autre choix que d'y recourir davantage dans l'avenir.

7- L'énergie a joué un grand rôle dans la hausse rapide des niveaux de vie

Depuis la première Révolution industrielle, de 1750 à 1900 en Europe, et son accélération au 20e siècle, la disponibilité de sources abondantes et peu coûteuses d'énergies fossiles a été le

facteur important qui a propulsé la civilisation industrielle et commerciale vers le haut. En effet, c'est ce qui a transformé des économies qui avaient été pendant des millénaires, agraires et artisanales, en des économies industrielles et commerciales urbanisées, comme celles que nous connaissons aujourd'hui.

Ainsi, l'avènement des machines dans l'industrie du textile, au début, ainsi que dans l'agriculture, suivi de l'électrification de même que la multiplication des moyens de transport, par après, ont fait en sorte de multiplier l'effort physique et manuelle des travailleurs et d'accroître la production et la distribution des produits sur une haute échelle. Il en est résulté des augmentations considérables dans la productivité du travail et dans la croissance réelle du PIB. Le PIB par habitant a suivi, propulsant vers le haut le niveau de vie et la richesse des nations, de même que la qualité de vie des populations.

À titre d'exemple, pendant les quarante années qui s'écoulèrent entre 1960 et l'an 2000, un période de forte croissance économique et de paix internationale, le chercheur français Simon Yaspou a estimé que le PIB par habitant en France, en Allemagne et aux É.-U. s'est accru de plus de 250 pour cent.

C'est du jamais vu dans l'histoire du monde. —Il est possible que l'humanité ne puisse jamais connaître à nouveau une telle période dorée (Golden age) aussi longue, avec une hausse aussi rapide des niveaux de vie. (...)

Conclusions

La Grande Récession de 2007-2008 a peut-être servi de signe prémonitoire, à savoir que les facteurs de croissance dans les économies occidentales commencent à s'étioler. Dans la foulée de cette importante récession, les principales banques centrales furent contraintes de pousser les taux d'intérêt vers zéro, afin de stimuler la croissance économique.

Or, les économies occidentales vont devoir faire face à des changements structurels encore plus risqués dans un avenir rapproché.

En effet, les économies occidentales risquent de souffrir, à la fois, 1- d'un ralentissement dans les investissements productifs et dans les gains de productivité, résultats d'une désindustrialisation et du passage à une économie de services ; 2- de la pression provenant d'une immigration illégale en grande partie sous qualifiée, laquelle abaisse le ratio des capitaux productifs par tête et accentue la poussée vers la consommation de services publics et privés 3- d'une désépargne publique, résultat de déficits budgétaires publics élevés et du surendettement public qui en découle ; 4- d'un certain gaspillage de ressources due à l'expansion du secteur improductif de l'armement, dans le contexte mondial d'une instabilité géopolitique et de guerres ; 5- d'une transition énergétique difficile à accomplir, en voulant remplacer les énergies fossiles peu coûteuses par des énergies alternatives plus coûteuses et moins fiables.

Tous ces facteurs contraignants se conjuguant, les économies occidentales pourraient voir leur taux de croissance économique décliner. Il pourrait en aller de même de leurs niveaux de vie et, possiblement aussi, d'une tendance vers le bas de l'indice de la qualité de vie, au cours des prochaines années, voire au cours des décennies à venir.

Notes :

1 - Le déclin et la chute de l'Empire romain d'Occident, au 5e siècle de notre ère, est probablement le phénomène historique le plus complexe et le plus important d'un système économique, politique et militaire qui s'est effondré sous l'effet de plusieurs causes, mais notamment suite à une chute des revenus.

2 - À titre d'exemple, la part des emplois industriels dans l'emploi total a chuté de plus de la moitié dans les économies avancées, de 1970 à 2016.

La part des emplois industriels dans l'emploi total est passée de 46% à 17% au Royaume Uni, de 31% à 17% aux É.-U., de 39% à 18% en France, et de 45% à 19% en Belgique. Au Canada, la part des emplois manufacturiers dans l'emploi total est passée de 19,1% à 9,1%, de 1976 à 2019.

Quand le régime totalitaire américain adopte une loi interdisant la paix.

Levant : les États-Unis persistent avec une proposition de loi anti-normalisation avec la Syrie d'Assad - RT 16 févr. 2024

Adopté à une large majorité par la Chambre des représentants, l'«*Assad Regime Anti-normalization Act*» doit maintenant passer au Sénat. Ce texte vise notamment à interdire aux États-Unis de «*reconnaître ou de normaliser leurs relations avec tout gouvernement syrien dirigé par Bachar al-Assad*» et prolonge jusqu'en 2032 les sanctions de la loi César adoptée en 2019.

Voté à 389 voix pour et 32 voix contre, l'«*Assad Regime Anti-normalization Act*» doit maintenant être soumis au Sénat avant d'être signé par le président Joe Biden.

Ce régime de sanctions, qui entend priver le gouvernement syrien de ressources, notamment en gelant l'aide à la reconstruction du pays, empêche également les entreprises travaillant avec le gouvernement syrien de commercer avec l'extérieur et d'importer des produits. La Syrie vit toujours sous le coup des sanctions occidentales, alors qu'elle vient de sortir d'une décennie de guerre.

La livre syrienne ne cesse de chuter et les pénuries de gaz, d'essence et d'électricité sont quotidiennes. Avant la guerre en 2011, il fallait 50 livres syriennes pour obtenir un dollar. Aujourd'hui, le billet vert vaut 8 400 livres syriennes, soit une multiplication par 168 en l'espace de 12 ans. En 2023, selon les chiffres de l'ONU, 90% de la population vivait sous le seuil de pauvreté.

Cette initiative législative a notamment été l'apanage du président républicain de la sous-commission des affaires étrangères du Moyen-Orient, Joe Wilson. Sur la plateforme X (ex-Twitter), l'élu a posté le 15 février une photo avec des représentants de l'opposition syrienne, tout en tenant le drapeau de l'armée syrienne libre. «*Pour ceux qui envisagent de normaliser ou de faire des affaires avec le meurtrier de masse Assad, la Chambre des représentants est majoritairement favorable à une Syrie libre*», a commenté Joe Wilson.

D'ailleurs, le représentant américain avait fait le déplacement en août dernier dans la banlieue d'Alep, en territoire contrôlé par les rebelles, en compagnie de la républicaine Victoria Spartz et du démocrate Dean Phillips.

«*En adoptant cette législation bipartite, les États-Unis ont envoyé un message clair et retentissant à Assad et à ses soutiens*», a surenchéri dans un communiqué Brendan Boyle, parrain démocrate du projet de loi et membre du caucus syrien de la Chambre des représentants. «*En tant qu'organisation humanitaire qui a travaillé sur ce projet de loi depuis le début de son idée, nous sommes fiers de voir une législation qui tient pour responsables le régime d'Assad et ceux qui normalisent avec les criminels de guerre*», a pour sa part déclaré Mouaz Moustafa, directeur exécutif de l'organisation syrienne Syrian Emergency.

Le vote de ce projet de loi intervient alors que le gouvernement de Bachar al-Assad reprend langue avec ses partenaires régionaux. La Syrie a notamment réintégré la Ligue arabe en mai dernier. Les ambassadeurs émirati et saoudien ont repris leur fonction à Damas et les délégations syriennes multiplient les déplacements aux quatre coins du Moyen-Orient. Or, le maintien des sanctions américaines entrave la réintégration régionale de la Syrie. En effet, si diplomatiquement le pays est de nouveau admis dans la région, économiquement les échanges sont insuffisants notamment en raison des mesures coercitives de Washington.

En plus de ses sanctions, les États-Unis occupent illégalement une partie du territoire syrien. Avec plus de 900 hommes, ils sont présents à l'est de l'Euphrate pour soutenir les Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement composées de Kurdes, et empêchent de facto le gouvernement syrien de remettre la main sur une partie de ses ressources pétrolières. RT 16 févr. 2024

Lu

1- Il n'est plus question de gauche ou de droite. Nous devons combattre le mondialisme.

J-C – La gauche et la droite ont fusionné, certes, mais elles existent toujours. Où se situent ceux qui ne sont ni de droite, ni de gauche, ni d'extrême droite, ni de l'extrême centre, et bien sûr encore moins d'extrême gauche ? Charlatanerie !

2- Le Club de Rome, une invention de Rockefeller, a également son siège en Suisse (Winterthur), tout comme le FEM-WEF (Davos), l'OMS, GAVI (l'alliance vaccination-pharma [industrie pharmaceutique]) et – la Banque des règlements internationaux (BRI), également appelée Banque centrale de toutes les banques centrales. Le tout avec une immunité diplomatique totale et hors taxes. Une coïncidence?

J-C – Un gang oligarchique mafieux et criminel a élu domicile dans l'un des plus vieux paradis fiscal, quoi de plus naturel !

3- Sans la protection britannique, les sionistes n'auraient pas pu poser un pied sur le sol en Palestine : pour les communautés juives du monde entier, ils seraient restés un groupe dissident fanatique sans avenir.

Il n'existe désormais aucune option pour une paix acceptable pour Israël, ni deux États ni un seul, à moins qu'il ne s'agisse d'un État juif.

J-C – Pendant un temps, parce que je n'avais pas en tête l'histoire de l'empire ottoman et de la Palestine, et je n'avais pas suivi les événements du Moyen-Orient, j'eus la faiblesse de rallier la solution à deux États, je crus naïvement qu'elle était viable et épargnerait d'autres souffrances aux Palestiniens, c'était une erreur et je me ravisai, depuis j'ai abandonné cette position empreinte de sentimentalisme, le démantèlement d'Israël ou la fin de la colonisation de la Palestine est l'unique solution politique pour les juifs et les Palestiniens.

Le capitalisme a engendré ce genre de psychopathe monstrueux. Ceux qui détiennent tous les pouvoirs doivent en user et abuser, sinon à quoi bon.

Vu hier soir dans un téléfilm français du début des années 2000.

Un homme d'affaires très riche et très puissant s'offre pour 100.000 euros le meurtre filmé d'une jeune femme prostituée, égorgée rien que pour lui. Pourquoi cet assassinat barbare ? Parce qu'il avait les moyens de se l'offrir. Dans la vie, il est un homme de pouvoir qui commande des centaines de milliers de salariés, à la longue son pouvoir va lui monter à la tête et se transformer en abus de pouvoir criminel. Dans son délire il va pousser l'expérience du pouvoir jusqu'au bout, peut-être pour se prouver qu'il dispose bien du droit de vie et de mort à l'égal d'un dieu tout puissant, c'était dans le film.

Si cela n'explique pas pourquoi le massacre des Palestiniens a lieu, cela explique au moins comment sa réalisation est rendue possible, parce qu'il y en a qui disposent de ce pouvoir et qui l'exercent sans retenue, sachant qu'ils peuvent agir en toute impunité.

A partir de ce constat, chacun pourra se demander quel part de responsabilité il a dans l'établissement ou le maintien en place d'une société aussi monstrueuse, d'un tel régime économique et politique, sachant que ceux qui s'y opposent, qui la rejettent, qui la condamnent, qui la combattent et ont rompu avec elle, sont une infime minorité. Car l'immense majorité s'en accommode au quotidien, va lui servir de petites mains, être les complices de tous ses abominables crimes en prétendant n'y être absolument pour rien, de bonne foi ou hypocritement plus on s'élève dans la hiérarchie sociale ou on se rapproche du pouvoir, à commencer par tous ceux qui en détiennent.

Dans tout rapport entre deux personnes se pose la question de savoir comment va s'exercer le pouvoir de l'un sur l'autre et vice versa. Quand des rapports hiérarchiques stricts ou figés existent, il est facile de le deviner, entre un patron et un employé par exemple, on ne peut pas se tromper sur leurs intentions, puisque les rapports entre exploiteur et exploité ne peuvent pas s'inverser tant qu'on reste soumis au régime économique capitaliste, lors d'une grève ils sont remis en cause mais ne disparaissent pas pour autant.

Mais dans la vie quotidienne, la plupart de ces rapports seront soumis à d'autres critères, de nature sociale ou psychologique très divers. Ils n'apparaîtront pas aussi clairement, ils seront comme dilués par l'historiographie ou la personnalité de chaque individu, de sorte qu'ils s'imposeront à eux sans qu'ils en aient vraiment conscience, ce qui donnera lieu à bien des

illusions, méprises ou incompréhensions, quiproquos, à des situations conflictuelles dont l'origine leur échappera, puisqu'ils auront été mis en concurrence à leur insu, d'autant plus que chacun ignore également ce qu'il veut ou confond volontiers ses intérêts individuels et ses intérêts collectifs...

Le bon usage de ces rapports auxquels personne n'échappe dans la société, sera fonction du degré de conscience qu'on en a, encore faut-il avoir déterminé son origine sociale. Sachant que la plupart de nos contemporains n'en ont pas la moindre conscience, il n'est pas étonnant que chacun s'adonne à des abus de pouvoir et en soit également victime. Qu'ils prennent une tournure excessive, nauséabonde et insupportable, dramatique, ne devrait pas nous étonner dès lors que les dirigeants de la classe dominante ont conscience de concentrer tous les pouvoirs, et qu'ils peuvent en user à leur guise en l'absence de toute opposition organisée exerçant une influence sur les masses susceptible de leur proposer une alternative économique et politique à leur régime ou le menacer de mort.

On a beau dire, les principaux enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes sur la révolution russe de 1917 demeurent d'actualité.

Quelques-uns de mes commentaires publiés dans des blog.

1- Personne n'ose commenter ?

Revenons sur ce qui s'est passé la veille.

Qui a sorti cette scélératesse ?

- « *Heureusement qu'il y a l'ONU parce que sinon, il n'y aurait que la barbarie.* »

Réponse : Mélenchon à Genève le 3 février 2024 à l'occasion d'une marche vers le siège de l'ONU.

Rappelons que c'est l'ONU qui a voté la résolution 181 en 1947 qui consacra la partition de la Palestine. « *Heureusement qu'il y a l'ONU* » pour couvrir notre entreprise coloniale, raciste et criminelle qui dure depuis 76 ans, doivent se dire les sionistes et les anglo-saxons.

Abolition de la résolution 181 ! A bas l'ONU, rupture avec l'ONU, les Etats-Unis et Israël !

<https://www.tdg.ch/marche-de-soutien-pour-la-palestine-jean-luc-melenchon-galvanise-la-place-des-nations-928214904291>

Vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=YUhNmXNDw1k>

2- Je constate que le titre de l'article était incorrect et personne ne l'a soulevé apparemment. Car il est faux d'affirmer que La Loi Gayssot a fait taire tous les historiens, Annie Lacroix-Riz

l'illustre si nécessaire. C'est une spécialité de l'auteur de cet article (Média 442) de spéculer ou surinterpréter les faits, les déformer.

Il y en a qui dise que le pire est déjà là, d'autres qu'il serait à venir, d'autres encore qu'on n'y coupera pas, sans qu'on sache très bien de quoi ils parlent ou à quoi ils font allusion, à quoi ils veulent en venir.

Une fois qu'on a mis le doigt dans un engrenage, on aura beau le nier, tôt ou tard tout le reste y passera. Quand on refuse d'affronter la réalité en face, on aura beau tenter de la fuir par la suite, elle finira toujours par nous rattraper un jour. Quand on s'accommode hypocritement ou inconsciemment d'un mensonge ou d'un crime, on passera le restant de nos jours à mentir toujours plus, et on finira par couvrir les crimes les plus abominables...

Et lorsqu'on en est soi-même victime, soudain on se réveille, on se demande ce qui se passe comme si le monde dans lequel nous vivons depuis si longtemps venait de naître la seconde précédente, ce qui relève plutôt d'un état d'âme que d'une réelle prise de conscience, car on n'en recherchera pas plus maintenant qu'hier l'origine ou les origines. Le régime en place, qui d'autre voudriez-vous que ce soit ?

Hier ou autrefois, en refusant le constat que nous vivions relativement confortablement dans un monde ou une société pourrie et injuste, cruelle ou barbare, nous nous sommes privés des moyens pour découvrir pourquoi ou plutôt nous avons refusé de l'entendre, et apparemment je ne vois pas pourquoi cela devrait-il changer du jour au lendemain, dès lors qu'on continue de nier ou ignorer l'existence d'une alternative politique en rupture avec le capitalisme, justement avec ce passé qui n'avait franchement rien de glorieux !

A tout problème il existe une origine et une solution.

On préfère encore s'enfermer dans un schéma ou un système qui nous broiera tous. Voilà pourquoi je ne participerai pas à votre polémique que j'estime stérile, même si elle est bien intentionnée. Chacun a le droit de penser ce qu'il veut sur le terrain de son choix, le mien est celui de la lutte des classes.

Toute entrave ou atteinte à la liberté d'expression d'où qu'elle vienne et quel que soit son objet doit être dénoncée et combattue.

En complément.

ASSEMBLÉE NATIONALE - ART. 4 N° CL47

- « Art. 223-1-2. – Est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende la provocation à abandonner ou à s'abstenir de suivre un traitement médical thérapeutique ou prophylactique, lorsque cet abandon ou cette abstention est présenté comme bénéfique pour la santé des personnes visées alors qu'il est, en l'état des connaissances médicales, manifestement susceptible d'entraîner pour elles, compte tenu de la pathologie dont elles sont atteintes, des conséquences graves pour leur santé physique ou psychique.

« Est punie des mêmes peines la provocation à adopter des pratiques présentées comme ayant une finalité thérapeutique ou prophylactique pour les personnes visées alors qu'il est, en l'état

des connaissances médicales, manifeste que ces pratiques les exposent à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente.

« Lorsque la provocation prévue aux deux premiers alinéas a été suivie d'effets, les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

« Lorsque ces délits sont commis par la voie de la presse écrite ou audiovisuelle, les dispositions particulières des lois qui régissent ces matières sont applicables en ce qui concerne la détermination des personnes responsables. »

Commentaire d'un internaute.

- Cela implique qu'il est interdit de remettre en cause les connaissances médicales ou scientifiques du moment.

Cela veut dire que c'est la fin de la science et de l'évolution.

Car toute tentative d'aller au-delà de ce qui est réputé «vrai» sera alors passible de prison et d'amende.

C'est bien évidemment une nouvelle Inquisition.

Cela ne souffre aucune hésitation.

On comprend bien pourquoi ces dirigeants veulent faire cela, ils veulent pouvoir contrôler parfaitement et totalement la thèse officielle du moment.

On pourrait presque dire d'ailleurs que c'est une loi anti Raoult tant elle aurait permis d'embastiller tous ceux qui ont émis des doutes plus que légitimes sur le vaccin anti-Covid, car c'est bien de cela dont nous parlons.

C'est bien d'empêcher un immense scandale sanitaire dont il est question.

La vérité scientifique est toujours très temporaire.

Mon commentaire censuré par France Info.

J-C – J'ai en horreur l'injustice et les procès d'intention.

Accusé de viol et d'agression sexuelle par plusieurs actrices, Jacques Doillon dénonce des "mensonges" - franceinfo/AFP 09/02/2024

- Il est faux de croire qu'une gamine de 15 ans ne puisse pas être consentante à un acte sexuel avec un homme. J'en veux pour preuve, il y a de cela 45 ans en arrière, ma sœur alors âgée de 15 ans justement copulant en mon absence dans ma chambre sous le nez de mes parents, il était ingénieur chercheur chez Renault à Rueil (92). Ils sont sortis ensemble pendant 6 mois environ.

Ma fille qui a aujourd'hui 43 ans s'est mise en ménage avec un Réunionnais d'environ 25 ans, alors qu'elle n'avait que 15 ans, avec le consentement de sa mère dont j'étais déjà séparé depuis 7 ans, donc en mon absence. Ils ont donné naissance à une fille et ils se sont séparés 10 ans plus tard, ils vivent à la Réunion.

Ma sœur et ma fille pourrait raconter une histoire sur les réseaux sociaux ou à des journalistes, du genre, je me suis fait violée quand j'étais mineure, et une horde d'ignorants ou crétins les croiraient, c'est pitoyable ! Quelle époque !

Lu en complément.

- Pour le professeur Didier Raoult, "*Depardieu, c'est un acteur absolument exceptionnel. On vient de classer l'affaire sans suite d'une des plaignantes [la plainte de la comédienne Hélène Darras contre lui classée sans suite, en janvier, en raison de la prescription des faits d'agression sexuelle, ndlr] parce qu'elle dit qu'il lui a touché les fesses en 1985. Si vous voulez, au bout d'un moment, on se demande jusqu'où ça va aller*", commence-t-il par déclarer avant de poursuivre : "*Si tous les gens qui ont touché les fesses de quelqu'un, une jeune femme dans leur vie, étaient en procès maintenant, je vous assure que des procès il y en aurait des quantités. Juste parce que c'est Depardieu qu'on lui fait ça !*".

Didier Raoult évoque alors sa vie privée, indiquant que sa femme qui est psychiatre, aurait reçu "*deux fois des femmes qui ont envoyé des hommes en prison pour viol alors qu'elles n'avaient pas été violées. Comment on fait la différence avec le mensonge ? Comment on fait ça ? Moi je ne sais pas ! Comment la justice arrive à savoir si c'est ça ou si ça n'est pas un mensonge ? C'est compliqué*". Closer 12 février 2024

Débarrassons-nous de ce régime injuste et antisocial.

Selon un sondage, seuls 24% des Français estiment vivre dans une «société juste» - RT 13 février 2024

24% des Français sondés estiment vivre dans une société juste en France et seuls 3% d'entre eux sont «*tout à fait d'accord*» avec cette idée. Des chiffres dérisoires décrits par le baromètre de la confiance politique publié par OpinionWay, publié ce 13 février pour le Centre de recherches politiques de Sciences Po et réalisé entre le 8 et le 18 janvier.

Seulement un peu plus de la moitié des personnes interrogées (53%) affirment que leurs efforts accomplis dans leur vie professionnelle ont été reconnus et récompensés. Là encore s'opère une fracture entre les cadres qui sont 64% à estimer que leur travail est reconnu et seulement 43% pour les ouvriers. La classe moyenne, dont le revenu oscille entre 2 000 et 4 500 euros par mois, demeure au-dessus de la moyenne totale avec 56% d'interrogés ressentant une reconnaissance pour leur travail.

L'étude a également interrogé les Français sur le sentiment de mépris social : 68 % des personnes sollicitées affirment ainsi que la France reste une société dans laquelle «*beaucoup de gens sont méprisés*». Ce sentiment est partagé quel que soit le niveau de diplôme avec 70% des titulaires d'un CAP et 64% des titulaires d'un diplôme supérieur à bac+2.

Près de huit Français sur dix estiment par ailleurs que la société donne trop de poids aux diplômés par rapport à l'expérience professionnelle.

En dépit du sentiment de mépris social, 38% des personnes interrogées désirent vouloir créer leur entreprise, un taux qui passe à 52% pour les moins de 35 ans. Parmi les Français qui veulent créer leur propre entreprise, on retrouve un tiers de personnes désireuses de monter une affaire artisanale. RT 13 février 2024

J-C - Plus ils sont jeunes et plus ils ont d'illusions dans le capitalisme ou plus ils sont éloignés du socialisme. Cela devrait rapidement leur passer...

Ils auront tout fait pour vous en dégoûter, vous en détourner.

J-C – Il s'agit du même sondage sur une autre question.

Sondage : La défiance des Français envers la politique au plus haut - 20 Minutes/AFP 15 février 2024

« *Tous des pourris* » - Selon une étude réalisée par l'institut de sondage OpinionWay pour le Centre d'étude de la vie politique française (rattaché à Sciences po), 68 % des Français jugent que « *la démocratie ne fonctionne pas bien* », soit une progression de 4 points en un an

Seuls 18 % (+1) des Français estiment que leur avis est « pris en compte » par les responsables politiques.

Quand ils pensent à la politique, 37 % des Français éprouvent d'abord de la « *méfiance* », un chiffre stable

Les sondés ne sont cependant pas exempts de contradictions. Ainsi 83 % (+1) des Français se disent favorables à un système politique démocratique, tandis que 34 % (+5) aimeraient avoir à la tête du pays « *un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections* » et 23 % (+4) souhaiteraient que « *l'armée dirige le pays* ».

Selon le sondage, 27 % des Français se situent à droite, 22 % à gauche, 15 % au centre, 9 % à l'extrême droite et 4 % à l'extrême gauche, les 23 % restants ne se positionnant pas sur l'échiquier politique. 20 Minutes/AFP 15 février 2024

J-C - Quelles "contradictions", quand on sait que le "système politique démocratique" est en réalité une dictature ? Ils n'ont pas pu faire disparaître le fait que l'immense majorité du peuple (83%) plébiscite la démocratie comme mode de gouvernance hypothétique ou en devenir, et non que le régime en place serait une démocratie. Tout le reste était à prendre au conditionnel, puisque ce sondage a été commandé par Sciences po.

En famille chez les milliardaires. LFI fidèle pilier du régime et des institutions de la Ve République, et nécrologue de ses dirigeants. Badinter : « frère » du sionisme.

J-C – A quoi reconnaît-on des populistes ou opportunistes ? Suivez le guide.

Hommage à Robert Badinter: pour Manuel Bompard, la présence de LFI est "légitime" - BFMTV 14 février 2024

"Un hommage national consiste à dire que toute la nation rend hommage à une personnalité, dont on considère qu'elle a eu une place décisive et importante", a expliqué ce très proche de Jean-Luc Mélenchon, avant de poursuivre:

"C'est le cas de monsieur Badinter. Il semble légitime que nous puissions participer à cet hommage."

Manuel Bompard a dit *"respecter la peine et le chagrin de sa famille"*, soulignant à ce titre que seuls les insoumis *"qui assurent des fonctions institutionnelles"* seront représentés.

Le week-end dernier, les responsables insoumis avaient multiplié les éloges à l'endroit de Robert Badinter. Jean-Luc Mélenchon publiant encore lundi une tribune dans L'Obs pour saluer une figure qui *"s'en tenait en permanence à l'altitude de l'idéal"*.

Pourfendeuse des extrêmes comme son mari, la philosophe Élisabeth Badinter a récemment dénoncé un certain *"islamo-gauchisme"* et a pointé la responsabilité *"énorme"* de LFI dans la montée de l'antisémitisme en France. BFMTV 14 février 2024

J-C - Les dirigeants de LFI sont vraiment débèquetant, des loques ! Ils vont jusqu'à célébrer et regretter les ordures qui les ont traités d'antisémites. Etait-il outrancier d'affirmer que ces gens-là ne pensent pas ce qu'ils disent dans leurs déclarations, ou que pour eux ce ne sont que des mots qui n'engagent à rien, ils se contrefoutent de vos intérêts ?

Avocat des riches et des aristos, par exemple la milliardaire Marie Christine von Opel, il se case en faisant un mariage plutôt fructueux avec Élisabeth Bleustein-Blanchet, la fille du fondateur de Publicis Marcel Bleustein-Blanchet, bingo ou casino!

Robert Badinter, qui était-il ? A quoi LFI a-t-il rendu hommage, devinez ?

- Élisabeth Badinter est actionnaire de référence de la société : elle détient 6,74 % du capital et 12,36 % des droits de vote ; son fils, Simon Badinter, est également administrateur du groupe. En 2020, elle cède la nue-propriété d'une partie de ses actions (4,62 %) à ses enfants, mais en garde l'usufruit ; elle détient donc 2,48 % en pleine propriété.

En 2021, la fortune d'Élisabeth Badinter s'élève à 922 millions d'euros. (Wikipedia.org)

Comme ministre de la Justice sous Mitterrand, il jouera le rôle de lessiveuse des nantis condamnés puis rapidement libérés.

- Il défend également la milliardaire Marie Christine von Opel (de), condamnée le 18 juin 1980 par la chambre correctionnelle de cour d'appel d'Aix-en-Provence à cinq années

d'emprisonnement pour une affaire de stupéfiants et libérée le 13 août 1981 avec vingt autres femmes détenues, par une grâce du président de la République François Mitterrand proposée par Robert Badinter, devenu entre-temps ministre de la Justice.

En octobre 1979, il défend le directeur de la société Givaudan, Hubert Flahaut, dans l'affaire du talc Morhange, qui avait provoqué la mort de nombreux nourrissons sept ans auparavant. Il déclare alors à ce propos : « *Ce n'est pas une société qui est jugée, mais un homme, je me sens un devoir de défendre cet homme* ». En 1981, tous les condamnés de ce procès bénéficieront de la loi d'amnistie votée par la nouvelle Assemblée nationale. (Wikipedia.org)

Anti-ouvrier, antisocialiste.

- En juin 2015, il publie *Le Travail et la Loi* avec le juriste Antoine Lyon-Caen, un ouvrage qui plaide pour réformer le Code du travail.

En novembre 2015, le Premier ministre Manuel Valls lui confie pour mission de fixer en deux mois les grands principes de ce nouveau « *Code du travail* », qui devait entrer en vigueur en 2018. (Wikipedia.org)

Fin de parcours au côté du tyran Macron.

- Le 9 octobre 2021, les 40 ans de l'abolition de la peine de mort sont célébrés avec un discours de Robert Badinter ainsi que du président Emmanuel Macron au Panthéon. (Wikipedia.org)

Honoré par les barbares sionistes.

Décès de Badinter : la communauté juive salue la mémoire d'un « *mensch* » - fr.timesofisrael.com 9 février 2024

L'ancien Garde des Sceaux de François Mitterrand est né dans une famille juive arrivée en France en 1919. Il a perdu son père, son oncle et sa grand-mère paternelle dans la Shoah

Emmanuel Macron : Avocat, garde des Sceaux, homme de l'abolition de la peine de mort. Robert Badinter ne cessa jamais de plaider pour les Lumières. Il était une figure du siècle, une conscience républicaine, l'esprit français. fr.timesofisrael.com 9 février 2024

Sur X. S'ils le disent eux-mêmes...

- Ambassade d'Israël en France : "*En grand homme de paix et de justice, que j'ai eu l'honneur de rencontrer il y a bien des années, Robert Badinter a profondément marqué son époque. Ne doutons pas que les générations futures sauront faire vivre son précieux héritage*".

- Crif : « *Avec la disparition de Robert Badinter, la France perd l'une de ses dernières grandes consciences morales* », a affirmé sur X (ex-Twitter) Yonathan Arfi, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France.

- Bernard-Henri Lévy : Robert Badinter. Grandeur de la France. Noblesse de la gauche. Humanisme de l'autre homme. Et esprit du Judaïsme. fr.timesofisrael.com 9 février 2024

J-C - Il était farouchement sioniste, c'était la moindre des choses, la peine de mort en France, non, le massacre des Palestiniens en Palestine occupée, oui.

- Fin décembre 2019, devant la Cour Pénale Internationale (CPI), Badinter s'est évertué à défendre l'État d'Israël pointé par une « *enquête sur les éventuels crimes de guerre commis depuis juin 2014 en Israël-Palestine* ».

A l'époque, selon Badinter, Israël et ses dirigeants ne pouvaient être traduits devant la CPI au prétexte que la partie requérante ne serait pas... un pays. A savoir, la Palestine. Or, bien que l'État de Palestine ne dispose que d'un statut d'observateur à l'assemblée des Nations-Unies, l'État palestinien est reconnu comme un État à part entière par les autres États signataires du statut de Rome et membres de la CPI.

En effet, de 1988 à 2015, la Palestine a été reconnue par 138 États dont deux membres permanents du Conseil de sécurité (Russie et Chine). On pouvait donc, en 2019, être pour le moins perplexe à l'écoute des « *arguments* » de l'ancien garde des sceaux. (investigation.net/badinter-etait-pour-la-peine-de-mort-des-palestiniens 13 février 2024)

Robert Badinter. “Même si mon Frère a tort, C'est mon Frère” - tribunejuive.info 9 février 2024

C'est en ces mots que Robert Badinter, Lauréat du Prix Spécial LICRA 2022 pour l'ensemble de son œuvre, parla d'Israël.

Rappelant l'obligation morale pour tous de combattre l'antisémitisme, et donc l'antisionisme, derrière lequel se réfugie le premier, l'auteur de “*L'Exécution*” a expliqué que tout en reconnaissant le droit à la critique d'Israël, in fine, Lui restait ... un soutien à jamais du pays qualifié comme pratiquant l'apartheid: “*Même si mon Frère a tort, C'est mon Frère*”. tribunejuive.info 9 février 2024

Les mains sales. Le bal des hypocrites. Comment les opportunistes collaborationnistes vous manipulent.

Collaboration : le combat des syndicats pour faire décrocher un portrait de Pierre Laval - LePoint.fr 14 février 2024

Le portrait de Pierre Laval, numéro 2 du régime de Vichy, est affiché au ministère de la Justice. De quoi susciter le courroux de plusieurs syndicats (FO et CGT) de magistrats...

Sur les murs de la salle des Sceaux du ministère de la Justice, de nombreux portraits y sont affichés. Parmi les anciens ministres, Jacques Toubon, Robert Badinter, Christiane Taubira... Et Pierre Laval, chef du gouvernement du régime de Vichy, homme fort de la collaboration, et désormais l'une des personnes les plus haïes de l'histoire de France.

« *Convaincu d'indignité nationale, Pierre Laval a été condamné à la dégradation nationale le 9 mars 1945* ». Mais selon les syndicats, cette mention ne précise pas qu'il a été, ensuite, condamné à mort pour haute trahison et complot et qu'il a été fusillé.

Au ministère des Affaires étrangères, le sujet a déjà également abordé en 2018. Jean-Yves Le Drian avait alors décidé de noircir le portrait de celui qui fut ministre des Colonies de février à octobre 1934 et ministre des Affaires étrangères d'octobre 1934 à janvier 1936.

C'est également la demande formulée par les syndicats FO et CGT. Ne pas décrocher ce portrait permet de ne pas nier l'histoire, mais cette solution permettrait d'attirer l'attention pour que Pierre Laval et ses actes ne tombent pas dans l'oubli. Et la Chancellerie de répondre : un noircissement de ce portrait risquerait d'attirer trop d'attention sur ce personnage. LePoint.fr 14 février 2024

J-C - A défaut d'être des syndicats ouvriers ou de gauche, anticapitalistes et révolutionnaires, ils doivent sans cesse se démener pour tenter de sauver les apparences. Pierre Laval condamné à mort et fusillé, très bien, mais combien d'autres auraient dû l'être aussi...

Rappel ou les faits.

- Trois initiatives majeures et malheureuses du Parti communiste français (PCF) : l'épreuve du Front populaire en 1936, le traumatisme de Sétif en 1945, et la méfiance réciproque en 1954-56 avec le vote des pouvoirs spéciaux au gouvernement de gauche de Guy Mollet, secrétaire général de la section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), le parti socialiste d'alors.

En juin 1936, avec l'avènement du Front populaire, l'optimisme est de mise dans les deux camps. L'Étoile nord-africaine (ENA) née en 1926 avec l'aide active du PCF est de la fête. Son leader Messali Hadj, autorisé à rentrer en Algérie, y tient des meetings qui rassemblent des foules considérables et marquent le début de l'emprise du nationalisme radical sur une majorité des musulmans d'Algérie. Un ancien gouverneur général de l'Algérie, Maurice Viollette, par ailleurs parlementaire radical et ministre d'État dans le cabinet de Léon Blum, est chargé de proposer un nouveau statut pour les trois départements.

Messali n'a pas attendu pour condamner le projet Blum-Viollette et le 26 janvier 1937, la sanction tombe : les organisations nationalistes des trois pays du Maghreb, le Comité d'action marocain, le Néo-Destour tunisien et l'ENA algérienne sont dissoutes. Le PCF, qui ne s'est pas mobilisé pour la réforme, se félicite de l'arrestation de Messali en août 1937, dénoncé comme un agent de l'administration...

Entre nationalistes et communistes, le fossé n'a jamais été aussi grand depuis quinze ans. Les uns revendiquent plus ou moins ouvertement l'indépendance, les autres, derrière leur secrétaire général Maurice Thorez, imaginent une hypothétique « *nation formation* » qui fusionnerait à terme Européens et musulmans dans un même pays. Cette spéculation naïve tiendra lieu pendant une vingtaine d'années de théorie du PCF sur l'Algérie, au détriment de l'audience du Parti communiste algérien (PCA) naissant dans les milieux autochtones.

Deuxième moment tragique, le massacre de Sétif le 8 mai 1945 — jour de la victoire sur l'Allemagne nazie — est fondateur, deux ans à peine après l'effacement complet du régime de Vichy et la libération des prisonniers politiques communistes et nationalistes. Durant ces deux années, une immense espérance gagne les masses musulmanes, surtout urbaines. L'indépendance est perçue comme proche. La défaite française de 1940 et l'étalage sur place de la puissance américaine après le débarquement de novembre 1942 achèvent de convaincre

les impatients et la jeunesse des trop rares collèges et lycées nouvellement ouverts après le Front populaire.

Le 8 mai 1945 à Sétif, petite ville de l'est algérien, un commissaire de police tue un manifestant qui, pour fêter l'événement, brandissait le drapeau du PPA devenu depuis l'emblème national. L'émeute éclate, suivie d'une répression impitoyable qui fera des milliers, voire des dizaines de milliers de morts. Trois jours plus tard, le gouvernement du général de Gaulle — auquel participent des ministres communistes — ordonne de « *frapper les populations rebelles du Nord-Constantinois* ». Durant des semaines, l'aviation, la marine, la Légion étrangère et les troupes coloniales s'acharnent contre les villageois, aidés par des milices d'Européens, dont des militants du PCA et de la CGT.

Le 11 mai, *L'Humanité*, le quotidien national du PCF, publie sans commentaire le communiqué du gouvernement sous le titre « *À Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire* ». Au fil des jours, la version se précise, l'affaire est une provocation des « *faux* » nationalistes et la répression est la seule réponse à opposer aux émeutiers... Cette condamnation sans nuances pèsera lourd dans les années suivantes.

Pour lire la suite :

<https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/guerre-d-algerie-communistes-et-nationalistes-le-grand-malentendu,2903>

- Le 12 mars 1956, le PCF, comme la majorité de l'Assemblée nationale, accorda les pouvoirs spéciaux au gouvernement du socialiste Guy Mollet pour qu'il poursuive la guerre.

Pour l'auteur (Alain Ruscio), cependant, le PCF, en dépit de ses hésitations et de ses faux pas, a joué un rôle « *globalement positif* ». Certes, son erreur fut de croire — selon l'analyse de Jean-Pierre Vernant, cité par Ruscio — que « *c'était la classe ouvrière française, guidée par le Parti, qui devait, au terme de la lutte pour le socialisme, apporter aux peuples coloniaux le présent de l'indépendance* ». Néanmoins, il fut le seul capable de « *porter la contradiction à la bonne conscience ambiante* » par sa presse, ses tracts, ses affiches. Par ailleurs, ses militants furent dès 1955 les premiers, et souvent les seuls, à descendre dans la rue pour dénoncer la guerre. monde-diplomatique.fr Octobre 2019

J-C - Comme quoi au passage dans le mouvement ouvrier, on doit toujours distinguer les militants honnêtes et sincères des appareils ou des dirigeants vendus ou traîtres, la tête et les jambes en somme. En fait on s'aperçoit que le PCF a participé à plein de guerres et massacres des masses des années 20 à nos jours, avant de se raviser lorsqu'ils étaient sur le point de prendre fin ou quand la situation changeait d'orientation.

Le PC a surtout servi à diviser et affaiblir le mouvement ouvrier, y compris en Algérie, dans l'ensemble du Maghreb ou du Moyen-Orient... ses positions successives et contradictoires furent dictées par Moscou sans tenir compte des intérêts des masses. Radical quand il n'y avait pas lieu de l'être, en guise de provocation ou à rebours devant le fait accompli...

A lire également, l'exposé est plus long mais plus précis aussi, un résumé d'une référence historiographie.

- Alain Ruscio. Les Communistes et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962 par la revue Le Mouvement social - Publié 22/07/2019 - Mis à jour 01/05/2022

<https://lms.hypotheses.org/6230>

Le pouvoir totalitaire des GAFAM. Echo et xénophobie d'Etat.

Tucker Carlson publie son interview de Vladimir Poutine – Google la censure - ir-press.ru 9 février 2024

Alors que l'interview de Vladimir Poutine par le journaliste Tucker Carlson dépasse déjà les 120 millions de vues moins d'une journée après sa publication, Google a décidé de censurer la vidéo de cet entretien qui provoque l'hystérie en Occident.

Pour ceux qui suivent le conflit dans le Donbass depuis le début il n'y a rien de particulièrement nouveau dans ce que dit Vladimir Poutine. Mais pour le public américain et anglophone profondément désinformé, il est clair que bon nombre des déclarations du président de la fédération de Russie seront une nouveauté, et surtout, elles vont à l'encontre du narratif occidental officiel. Ce qui semble-t-il est devenu le pire des crimes de lèse-empire.

En effet, alors que plusieurs journalistes occidentaux s'offusquent que Tucker Carlson ait obtenu une interview avec Vladimir Poutine (alors qu'eux-mêmes reçoivent refus sur refus), et que certains appellent même à prendre des sanctions contre lui pour avoir fait... son travail de journaliste, Google a purement et simplement restreint l'accès à l'interview, et ce, malgré son grand nombre de vues.

En France, un général a appelé à publier plus de fausses informations pour contrer le narratif russe, après la publication de l'interview de Vladimir Poutine par Tucker Carlson.

Pour en venir à de telles extrémités comme l'appel public à lancer de nouvelles fausses informations en masses, et la censure pure et simple de la vidéo, c'est que le narratif occidental est décidément bien fragile et incapable de résister à quelques vérités, principalement historiques. ir-press.ru 9 février 2024

https://odysee.com/@laileastick:4/Poutine_r%C3%A9pond_%C3%A0_Tucker_Carlson-08-02-2024:9?src=embed

La France révèle un réseau "coordonné" pour servir la propagande russe en Europe et aux États-Unis - BFMTV 13 février 2024

J-C - Selon les infos qui figurent dans l'article ci-dessous il s'agirait d'infos en provenance de Russie destinées à des Russes expatriés dans le monde ou aux communautés russophones vivant dans différents pays en Europe et aux États-Unis principalement, rien de plus banal ou normal. Les citoyens sont évidemment appelés à en faire une autre lecture compte tenu du récit hystérique fallacieux qu'en font les autorités occidentales toujours en quête de boucs

émissaires auxquels imputer les conséquences sociales désastreuses qui découlent de leur politique ultra réactionnaire.

BFMTV - Un réseau "*structuré et coordonné*" de sites diffusant de la propagande russe en Europe et aux États-Unis: la France a révélé ce lundi 12 février une nouvelle ingérence numérique venant de la Russie à l'approche du deuxième anniversaire de la guerre en Ukraine.

Baptisé "*Portal Kombat*", ce réseau de 193 sites a été mis au jour à l'issue de quatre mois de travail de Viginum, l'organisme français de lutte contre les ingérences numériques étrangères.

Entre septembre et décembre 2023, Viginum a analysé l'activité de ce réseau de "*portails d'informations*" numériques "*aux caractéristiques similaires, qui diffuse des contenus pro-russes à destination d'audience internationale*".

Plusieurs d'entre eux, appartenant à "*l'écosystème 'pravda'*" - ou "*vérité*" en russe, le nom de l'ancien organe du Parti communiste soviétique -, ciblent directement les "*pays occidentaux qui soutiennent l'Ukraine*", selon un rapport de Viginum.

"Ensemble, nous n'acceptons pas que des acteurs extérieurs minent la confiance de nos citoyens. Les analyses menées par la France montrent l'importance d'avancer ensemble et de développer un plan pour gérer la désinformation", a déclaré la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock lors d'une conférence de presse après une réunion en format "*Weimar*" avec son homologue français et polonais en banlieue parisienne.

"Nous lançons aujourd'hui un mécanisme d'alerte en format Weimar, un système de riposte" à des "ingérences inacceptables", a ajouté le ministre français, Stéphane Séjourné.

Entre le 23 juin et le 19 septembre dernier, ces cinq portails ont publié plus de 150.000 articles, principalement issus de posts de personnalités russes ou pro-russes, de contenus d'agences de presse russes, ou de sites d'institutions ou d'acteurs locaux, pointe Viginum.

Plus de 180 autres sites, aux chartes graphiques similaires et qui diffusent du contenu prorusse, mais pour des audiences russophones ou ukrainiennes, sont numériquement reliés aux portails pravda, selon l'organisme français.

L'objectif principal de Portal Kombat semble être de légitimer la guerre menée par la Russie en Ukraine, a expliqué une source diplomatique à des journalistes. "*Très orientés idéologiquement, ces contenus exposent des narratifs manifestement inexacts ou trompeurs*", a-t-elle observé.

Le 22 janvier, pravda-fr.com a ainsi publié une liste de 13 "*mercenaires*" français qui, selon ce site, "*étaient à Kharkiv*", dans le nord-est de l'Ukraine, lors d'une frappe russe quelques jours plus tôt, frappe ayant "*éliminé*" une soixantaine de combattants "*dont la plupart étaient des citoyens français*" et blessé 20 autres, selon Moscou.

Malgré un dispositif jugé "élaboré", les répercussions dans le débat public numérique francophone restent modérées.

"Néanmoins, au regard de la nature des narratifs, des moyens mis en œuvre pour les diffuser ainsi que des objectifs qui sont poursuivis à une échelle européenne, Viginum estime que les critères d'une ingérence numérique étrangère sont réunis, certains contenus pouvant porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation", a commenté la source diplomatique. BFMTV 13 février 2024

J-C - Ils se prennent les pieds dans le tapis à plusieurs reprises dans leur démonstration. Encore une opération de propagande pour tenter de contrer ou discréditer des sources d'information qu'ils ne contrôlent pas, et qui ont la fâcheuse habitude de fournir des faits qu'ils censurent, ils représentent une menace pour eux, car ils mettent à mal leur récit ou révèlent que les autorités et les médias occidentaux leur mentent en permanence, ce qui les rend littéralement enragé. Que dire de la dernière prestation de Poutine qui les a rendus littéralement fous, on en rit encore !

Mon commentaire publié dans un blog.

Dans le portail VIGINUM :

[Décret n° 2021-922 du 13 juillet 2021]

Créé le 13 juillet 2021 et rattaché au SGDSN, le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM) a pour raison d'être la protection du débat public numérique touchant aux intérêts fondamentaux de la Nation.

Ce service technique et opérationnel de l'État a pour mission de détecter et caractériser les campagnes de manipulation de l'information sur les plateformes numériques, impliquant des acteurs étrangers dans le but de nuire à la France et à ses intérêts.

Une remarque.

- Parmi la liste des 20 chaînes Telegram francophones les plus utilisées comme sources d'articles de pravda-fr[.]com figure geopolitiqueprofonde dont vous relayez les articles. Pour ma part, pas sur Telegram mais directement dans leurs blogs, je pompe des infos ou des articles, RT en français et l'agence Tass. Nous sommes bons pour le peloton d'exécution !

Voilà ce qui les dérange :

Ainsi, via ces différents canaux, les articles diffusés servent principalement à la couverture du conflit en Ukraine en présentant d'une part positivement l'invasion russe aux populations occidentales et, en dénigrant d'autre part, l'Ukraine et ses dirigeants, régulièrement présentés comme « *corrompus* », « *nazis* » ou « *incompétents* ».

Ces chaînes, publient également sur d'autres thématiques proches des sphères complotistes francophones, qui tendent à remettre en cause la parole politique, les médias ou encore les différentes décisions prises au sein des organisations internationales comme l'OTAN, l'ONU ou l'UE par exemple.

J-C - Traduction : Vous devez adhérer au récit officiel et le relayer sans vous poser de questions. 1984. Leur ennemi n°1 : Les faits, la vérité.

Dites, c'est bien digne d'un régime totalitaire, non ?

Dans le même registre liberticide.

«Une voie dangereuse» : le Conseil d'État exige de l'Arcom de contrôler CNews et suscite des inquiétudes - RT 14 février 2024

Les juges administratifs ont enjoint l'Arcom, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, à «prendre en compte la diversité des courants de pensée et d'opinions représentés par l'ensemble des participants aux programmes diffusés, y compris les chroniqueurs, animateurs et invités, et pas uniquement le temps d'intervention des personnalités politiques».

Quelques personnalités se sont néanmoins félicitées de la décision du Conseil d'État. Pour les responsables de Reporters sans frontières, il s'agit là d'une «grande victoire pour RSF» mais surtout d'une «décision historique pour la démocratie et le journalisme». Côté politique, le député de La France insoumise Aurélien Saintoul a également réagi : «Le Conseil d'État demande à l'Arcom de faire respecter le pluralisme sur CNews !». RT 14 février 2024

J-C - Ceux qui demandent à l'Arcom de faire respecter le pluralisme par les médias mainstream, ne le respectent pas eux-mêmes. Ils pratiquent tous l'autocensure, et ils ne tolèrent pas que certains s'octroient le droit de la violer ou s'écartent des récits officiels.

La voix de l'OTAN. Quand le ministre français des Affaires étrangères devient aussi celui du gouvernement israélien d'extrême droite.

« Israël » transfère sa plus importante division à la frontière avec le Liban. « Il faut éloigner le Hezbollah. Tous les jours des gens sont blessés ». - french.almanar.com.lb 12 février 2024

Il s'agit de la division 36 qui est la plus importante des forces régulières. Elle compte dans ses rangs des unités de manœuvres des blindées, des forces de l'infanterie, du génie, et les brigades 188, 7, Golani, Etsion, et les bataillons de l'arme du génie.

Les échanges de tirs et de pilonnage ne connaissent pas de répit depuis le 8 octobre, au lendemain de l'opération Déluge d'al-Aqsa du Hamas dans l'enveloppe de Gaza.

Dans la matinée de ce lundi encore, l'armée de l'air de l'occupation israélienne a effectué une série de raids contre de villages libanais frontaliers et leurs périphéries, dont Teir Harfa, al-Jabin, dans le secteur central, la localité al-Khiam, et la colline al-'Awidha du côté de la localité al-Taybeh, située dans le secteur central.

Un drone israélien a frappé une voiture dans les périphéries de la localité de Bint Jbeil dans le secteur central.

La chercheuse israélienne Moran Alov a déclaré pour la chaîne israélienne Kan que les colons du nord sont pris en otages par le Hezbollah.

« Au sud nous avons des captifs, au nord nous avons des otages de la part du Hezbollah qui ne peuvent pas vivre normalement dans leur maison ».

Et d'ajouter : *« Nous ne pouvons permettre à une organisation comme le Hezbollah de tenir les colons en otages »*

Selon elle, *« le Hezbollah a établi une équation selon laquelle tant que les combats se poursuivent à Gaza, il continuera à ouvrir le feu ».*

Le maire de la colonie de Kiryat Shmona a révélé que tous les jours des gens sont blessés en raison des tirs d'obus anti blindés du Hezbollah.

« Nous sommes traqués comme des canards dans un champ de de tirs de la part de la force Radwan qui est positionnée sur la barrière », a dit Avihai Stern qui utilise pour la seconde fois cette description depuis le début de la guerre le 8 octobre dernier.

Selon lui, *« tant que cette force n'est pas éloignée de la frontière, par la force et l'action militaire, rien ne changera ».*

« Dans toutes les guerres israéliennes, tous les accords diplomatiques et sécuritaires conclus n'ont pas réussi et il en est de même pour la résolution 1701 avec l'ONU qui n'a pas tenu », a-t-il affirmé.

Et d'ajouter : *« les colons du nord sont pleinement conscients aujourd'hui que nous souffrons des séquelles du fiasco de cet accord ».*

« Il est clair que tous les autres accords ne réussiront pas et l'on ne peut en aucun cas avoir confiance en l'ennemi... Ils ne sont pas des partenaires dans les négociations et l'on ne peut les dissuader », a-t-il souligné.

Depuis le déclenchement des hostilités à la frontière, les responsables occidentaux qui visitent le Liban insistent sur cette demande israélienne d'éloigner la résistance au-delà de du fleuve du Litani, en application de la résolution 1701. Ce que le Hezbollah refuse catégoriquement, insistant ouvertement de prêter main fort au peuple et à la résistance palestiniens qui font l'objet d'une menace existentielle dans la bande de Gaza. french.almanar.com.lb 12 février 2024

Liban : Paris propose le retrait du Hezbollah à dix kilomètres de la frontière israélienne - RT 13 février 2024

Alors que les combats font rage à la frontière libano-israélienne depuis le 8 octobre dernier, le nouveau chef de la diplomatie française Stéphane Séjourné a remis une proposition écrite aux autorités libanaises, notamment au Premier ministre Najib Mikati, visant à mettre un terme

aux hostilités entre le Hezbollah et l'armée israélienne, a rapporté l'agence Reuters ce 13 février.

La note du ministre français des Affaires étrangères suggère le retrait des forces de la milice chiite à plus de dix kilomètres de la frontière avec l'État hébreu.

La proposition française semble avoir déjà été rejetée par le Hezbollah, selon Reuters qui a interrogé «*l'un de ses politiciens*». Le parti chiite refuse toute négociation tant que la guerre à Gaza continuera. RT 13 février 2024

Terrorisme d'Etat. Le camp de "l'humanisme", c'est celui du sionisme génocidaire. Mystification. Inversion accusatoire. Fascisme ordinaire.

Guerre Israël-Hamas : Aurore Bergé veut évaluer les assos féministes et ne « cédera rien » - Le HuffPost 13 février 2024

« *Le 7 octobre 2023 a eu lieu le plus grand pogrom de notre siècle. Et après ? Après il y a eu du silence. Du déni. Pourquoi ? Voilà le mot qui revient sans cesse. Pourquoi ce silence ? Pourquoi leurs souffrances ont elles si peu fait réagir ?* », débute la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, qui cible les organisations féministes.

Elle poursuit : « *Parce qu'elles étaient juives ? Parce qu'elles étaient Israéliennes et que les soutenir voulait dire choisir un camp ? Ces questions sont en vérité insupportables. Le seul camp à choisir est celui de l'humanisme. Celui du féminisme.* »

C'est face à ce constat que la ministre a indiqué dimanche sur Radio J qu'elle comptait priver de financements d'État les associations féministes qui n'auraient pas dénoncé les actes du Hamas. Le HuffPost 13 février 2024

Quand un gang nazi est au pouvoir en Israël.

À Jérusalem, la « Conférence pour la Victoire d'Israël » menace Londres et Washington par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 février 2024

La « *Conférence pour la victoire d'Israël - les colonies apportent la sécurité : retourner dans la bande de Gaza et le nord de la Samarie* » n'était pas une simple réunion de suprémacistes juifs. Un rabbin, condamné en Israël à la prison à perpétuité pour ses crimes, s'y est exprimé au nom des successeurs du groupe Stern qui assassina les dirigeants britanniques de la Palestine mandataire. C'était une déclaration de guerre contre les Anglo-Saxons. En participant à cet événement, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, menaçait Washington et Londres. Le président Joe Biden a immédiatement interdit toute collecte de fonds et transfert d'argent vers ces extrémistes. C'est la première fois que les États-Unis prennent des sanctions contre des Israéliens.

<https://www.voltairenet.org/article220411.html>

Suède et Italie : La voix de l'OTAN ou du sionisme nazi.

Suède : L'ancienne première ministre exhorte un député d'origine palestinienne à quitter le Parlement - aa.com.tr/fr 14 février 2024

L'ancienne première ministre suédoise a appelé un député d'origine palestinienne à renoncer à son siège au Parlement du pays, après sa démission du parti social-démocrate, invoquant un manque de confiance de la part de la direction du parti à son égard, ont rapporté, mardi, les médias locaux.

Cette décision fait suite à la participation de Jamal El-Haj à une conférence de solidarité avec les Palestiniens en mai dernier, bien qu'il ait été prié par les dirigeants des sociaux-démocrates de ne pas y assister, en raison de ce qu'ils ont décrit comme étant des liens avec le Hamas.

El-Haj, député de la région de Malmö, a décidé de siéger en tant qu'indépendant au parlement suédois, le Riksdag. Mais Magdalena Andersson, chef de file des sociaux-démocrates et ancienne première ministre, lui a enjoint de renoncer complètement à son mandat.

"*Il devrait quitter son siège au Riksdag*", a déclaré Andersson à la chaîne de télévision locale SVT Nyheter. "*J'espère qu'il reviendra à la raison*", a-t-elle poursuivi.

À l'heure où le soutien à la Palestine ne cesse de croître au sein de l'opinion publique mondiale, politiciens et experts se retrouvent de plus en plus souvent désavoués ou limogés par leurs gouvernements ou leurs institutions pour avoir pris position contre les bombardements israéliens sur Gaza. aa.com.tr/fr 14 février 2024

Italie : Manifestation contre la position pro-israélienne de la télévision publique - aa.com.tr/fr 14 février 2024

Le festival de la musique de Sanremo, événement emblématique en Europe, s'est achevé le 10 février dans la controverse.

Le tumulte a commencé lorsque le rappeur italo-tunisien Ghali Amdouni a profité de son passage pour appeler à la fin du génocide à Gaza, ce qui a suscité une réaction rapide de l'ambassadeur d'Israël, Alon Bar.

Le PDG de la RAI, Roberto Sergio, a aligné le radiodiffuseur public sur les positions israéliennes, ce qui a déclenché une levée de boucliers de la part des partisans de la Palestine dans toute l'Italie.

Quelque 200 manifestants se sont rassemblés devant le siège de la RAI à Naples, brandissant des drapeaux palestiniens et dénonçant les tentatives de la télévision publique de censurer les artistes prônant la paix pendant le festival.

Malgré les intentions pacifiques de la manifestation, les tensions sont montées d'un cran lorsque des affrontements ont éclaté entre les manifestants et les forces de sécurité postées dans le bâtiment de la RAI.

Selon certaines informations, la police aurait dispersé la foule à l'aide de matraques, et les échauffourées qui s'en sont suivies ont fait dix blessés, dont cinq manifestants et cinq membres des forces de l'ordre.

Les événements qui ont suivi la manifestation laissent présager d'autres troubles en Italie, d'autres rassemblements étant prévus devant les bureaux de la RAI dans tout le pays en réaction à la position pro-israélienne de la télévision publique.

Les plateformes de médias sociaux ont été inondées de critiques à l'encontre de Roberto Sergio, beaucoup dénonçant sa position comme "*honteuse*" et en décalage avec les souffrances des Palestiniens.

Francesca Albanese, Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur les Territoires Palestiniens Occupés, a ajouté sa voix au chœur des condamnations, soulignant le contraste frappant dans la solidarité de la RAI entre les victimes israéliennes et palestiniennes.

Albanese a souligné la disparité de la réponse de la RAI, la qualifiant de l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire de l'audiovisuel public italien. aa.com.tr/fr 14 février 2024

Totalitarisme mondial. La voix de son maître.

Parole à *The Economist* ou l'Etat profond, l'extrême-centre, le Forum économique mondial ou Davos.

L'instauration d'un gouvernement mondial oligarchique totalitaire exige la capitulation sans condition de tous les Etats.

The Economist - Donald Trump, Viktor Orban et un groupe hétéroclite de politiciens occidentaux construisent un conservatisme "*anti-woke*" qui fait passer la souveraineté nationale avant les intérêts individuels. Les libéraux doivent trouver un moyen de les arrêter. The Economist 16 février 2024

J-C - Comment ? Lisez.

Nouvelle démission dans le scandale d'Etat qui secoue la Hongrie, des milliers de manifestants - rfi.fr 17 février 2024

L'affaire ayant conduit à la démission de la présidente hongroise Katalin Novak et l'ex-ministre de la Justice Judit Varga continue à indigner la société hongroise. Des manifestants se sont rassemblés la veille du discours du Premier ministre Viktor Orban, à Budapest, le 16 février 2024. rfi.fr 17 février 2024

Qui les pilotent ? La réponse ci-dessous.

Manifestations en Europe et aux Etats-Unis pour dénoncer la mort d'Alexeï Navalny - AFP 17 février 2024

The Economist - Comment Alexei Navalny a défié Poutine

La peur et l'appât du gain sont les moteurs du régime russe. Le leader de l'opposition s'est attaqué à ces deux impulsions

Alexei Navalny n'aimait pas les tragédies. Il préférait les films hollywoodiens et les fables dans lesquelles les héros vainquent les méchants et le bien triomphe du mal. Il avait le physique et le talent pour être l'un de ces héros, mais il est né en Russie et a vécu une époque sombre, passant ses derniers jours dans une colonie pénitentiaire dans le permafrost arctique. Fan de la "*Guerre des étoiles*", il a décrit son calvaire en termes lyriques. "*La prison existe dans l'esprit de chacun*", écrit-il depuis sa cellule en 2021. "*Et si vous réfléchissez bien, je ne suis pas en prison mais en voyage dans l'espace... vers un nouveau monde merveilleux*". Ce voyage s'est achevé le 16 février.

Les autorités pénitentiaires russes ont attribué la mort de M. Navalny à un caillot sanguin, bien que son médecin ait déclaré qu'il ne souffrait d'aucune pathologie susceptible d'entraîner une telle éventualité. Quoi qu'il en soit, c'est Vladimir Poutine qui l'a tué. Le président russe l'a enfermé ; en son nom, M. Navalny a été soumis à un régime de travail forcé et d'isolement. M. Navalny sera célébré comme un homme d'un courage remarquable. On se souviendra de sa vie pour ce qu'elle dit de M. Poutine, ce qu'elle présage pour la Russie et ce qu'elle exige du monde. The Economist 16 février 2024

Tout sauf le socialisme. Une illusion qui aura duré le temps d'un feu de paille.

Lu. Gaza : Qu'attendre de l'ordre mondial soutenu par l'alliance sino-russe ?

Entendre parler d'un nouvel ordre mondial fondé sur l'équilibre des intérêts entre les grandes puissances ne vaut pas la peine de l'attendre et de travailler à son avènement...

J-C - On ne vous le fait pas dire ! Les peuples n'avaient rien à attendre d'un ordre mondial qui succéderait à un autre pour assurer la survie du capitalisme, fermez le banc. Reste l'alternative du socialisme.

Bienvenue dans leur vieux monde en déliquescence. La situation de tous les dangers.

J-C - L'ONU ou la "*loi de la jungle*" orchestrée par les Etats-Unis et l'OTAN. Finalement, ils ont pu se livrer à la même observation que nous : Depuis plus de 10 ans, des grandes puissances ont été impliquées dans des guerres, bien qu'elles possédaient un arsenal nucléaire,

alors pourquoi ces guerres ne pourraient-elles pas s'étendre et se généraliser en une guerre mondiale jamais déclarée ? Nous sommes en droit de nous poser cette question, semble-t-il.

Le secrétaire général de l'ONU prédit une ère de chaos - France-Soir 13 février 2024

Le monde "*entre dans une ère de chaos*", a averti mercredi 7 février le secrétaire général de l'ONU, António Guterres en présentant ses priorités pour 2024 à l'Assemblée générale. "*Il y a des gouvernements qui ignorent et savent les principes mêmes du multilatéralisme, sans aucune responsabilité. Le Conseil de sécurité, principal outil de la paix dans le monde, est dans l'impasse en raison de divergences géopolitiques*", a-t-il déploré depuis le siège de l'ONU à New York.

Guterres a décrit le monde d'aujourd'hui comme "*une loi de la jungle dangereuse et imprévisible où règne l'impunité totale*"...

<https://www.francesoir.fr/politique-monde/le-secretaire-general-de-l-onu-predit-une-ere-de-chaos>

En famille. Crise du capitalisme. Comment justifier l'économie de guerre.

L'OTAN appelle à des décennies de confrontation avec la Russie - Observateur Continental - Réseau International 13 février 2024

Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, a appelé l'organisation éponyme à se préparer à des décennies de confrontation avec la Russie.

«*Nous devons nous préparer à une confrontation qui pourrait durer des décennies*», a annoncé le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg.

Il appelle, même s'il scande que «*l'OTAN ne cherche pas la guerre avec la Russie*», «*à davantage de capacités de production d'armes et de munitions en Occident*», car, selon lui : «*C'est la seule façon pour l'Ukraine de tenir tête à la Russie et de garantir la sécurité de l'Europe*».

Pour Jens Stoltenberg, «*la meilleure défense consiste désormais à soutenir l'Ukraine et à investir dans les capacités militaires de l'OTAN*».

Il exige la restauration et le développement de «*notre base industrielle plus rapidement afin de pouvoir accroître l'approvisionnement de l'Ukraine et reconstituer nos propres stocks*» et «*des commandes plus nombreuses et plus rapides pour les entreprises européennes de défense : dans les économies de marché, les fabricants d'armes ont besoin de contrats signés pour pouvoir augmenter leur production*».

«*Si l'économie et la puissance industrielle de l'Occident étaient négligées, la sécurité de l'Europe serait menacée*», conclut-il.

Auparavant, le chancelier allemand, Olaf Scholz, avait déclaré dans un article paru dans le Wall Street Journal que les États-Unis et l'Union européenne résisteraient à toute tentative visant à entraîner l'OTAN dans le conflit en Ukraine. Dans le même temps, il a, également, souligné que les pays de l'alliance devraient assurer *«l'efficacité de la défense et de la sécurité collectives»*.

Observateur Continental a rapporté que *«les États-Unis transfèrent la défense de l'Ukraine à Berlin»*. Réseau International 13 février 2024

La Führer de la guerre s'empare à nouveau de l'Allemagne.

L'Allemand Olaf Scholz appelle à une production d'armement «à grande échelle» en Europe - AFP/RT 12 févr. 2024

Olaf Scholz a donné le symbolique premier coup de pelle d'une nouvelle usine du fabricant d'armes Rheinmetall sur le plus important complexe industriel de défense du pays, à Untelüss, dans le nord de l'Allemagne. La nouvelle unité doit produire à partir de 2025 des munitions d'artillerie de 155 millimètres, en visant progressivement une capacité de 200 000 obus par an.

Il s'agit, selon le chancelier, d'un *«signal»* à l'adresse des Européens appelés à muscler la base industrielle de défense du continent. *«Nous devons abandonner l'industrie manufacturière pour nous tourner vers la production d'armements à grande échelle»*, a-t-il déclaré sur le site de Rheinmetall. Il s'agit d'une *«nécessité urgente. Car aussi dure que soit cette réalité, nous ne vivons pas en temps de paix»*, a souligné le chancelier.

Les *«ambitions impériales»* formulées par Vladimir Poutine représentent selon lui *«une menace majeure»*. Dans cette situation, *«celui qui veut la paix doit réussir à dissuader les éventuels agresseurs»*, estime le chancelier allemand.

Rheinmetall veut produire, sur l'ensemble de ses sites en Europe, jusqu'à 700 000 obus d'artillerie par an en 2025, contre 400 à 500 000 cette année. Avant le conflit en Ukraine, la société allemande n'en produisait que 70 000. AFP/RT 12 févr. 2024

Quand les despotes font le choix de la guerre.

Guerre en Ukraine : Macron et Zelensky ont signé un accord de sécurité, voici ce qu'il contient - Le HuffPost 17 février 2024

Dans ce texte signé juste avant la conférence de presse de Macron et Zelensky, la France s'engage à fournir en 2024 *« jusqu'à 3 milliards d'euros »* d'aide militaire *« supplémentaire »* à Kiev, après un soutien qu'elle chiffre à 1,7 milliard en 2022 et 2,1 milliards en 2023.

Cet accord *« fait suite aux engagements qui avaient été pris en format G7 en marge du Sommet de l'Otan à Vilnius en juillet 2023 »*, a rappelé la présidence française. *Les pays du G7 s'étaient engagés à apporter à Kiev un soutien militaire « sur le long terme »* afin de

l'aider à combattre l'actuelle offensive russe mais aussi dissuader Moscou de toute attaque future contre son voisin.

Ce texte, « *conclu pour une durée de dix ans* », « *comprend des engagements précis, y compris financiers* » dans les domaines militaire et civil, selon la présidence française.

Les trois principaux points des engagements français à long terme sont les suivants : « *la fourniture d'une assistance globale à l'Ukraine* », la « *prévention, la dissuasion active* » face à toutes nouvelles agressions russes, et enfin le « *soutien à l'intégration de l'Ukraine* » dans l'UE et à « *l'interopérabilité avec l'Otan* ».

Sur ce dernier point, « *la France confirme que la future adhésion de l'Ukraine à l'Otan constituerait une contribution utile à la paix et à la stabilité en Europe* », stipule aussi ce nouveau pacte.

Plus tôt dans la journée, Olaf Scholz et Volodymyr Zelensky ont aussi signé un accord de sécurité similaire qualifié d'« *historique* » par le chancelier allemand qui a assuré sa détermination à soutenir l'Ukraine « *aussi longtemps que nécessaire* » contre l'agresseur russe. Le HuffPost 17 février 2024

La Roumanie appelle à son tour à anticiper un conflit armé avec la Russie, Moscou dénonce une “*hystérie militaire*” - France-Soir 12 février 2024

Les multiples avertissements de hauts responsables militaires de pays membres de l'OTAN sonnent comme un clairon de mobilisation générale. Si les appels de l'Alliance atlantique à se préparer à une “*confrontation directe*” avec Moscou datent de l'invasion russe de l'Ukraine, les avertissements se font de plus en plus insistants ces dernières semaines.

<https://www.francesoir.fr/politique-monde/la-roumanie-appelle-son-tour-anticiper-un-conflit-arme-avec-la-russie-moscou>

Boucherie.

Ukraine : «*il est temps d'arrêter le hachoir à viande*», estime Elon Musk - RT 10 févr. 2024

Elon Musk ne partage pas l'engouement de Joe Biden pour financer l'effort de guerre ukrainien. «*Il est temps d'arrêter le hachoir à viande*», a déclaré le 9 février sur X, le milliardaire américain. «*Cela aurait dû être fait il y a un an*», a-t-il poursuivi dans un autre message publié sur son réseau social.

Le chancelier allemand a, pour sa part, exhorté le Congrès des États-Unis à débloquer «*très rapidement*» une enveloppe budgétaire pour l'Ukraine. «*Sans la contribution des États-Unis,*

la situation en Ukraine serait très très compliquée», a-t-il ajouté en s'adressant à des journalistes.

Une ligne également tenue, dans la foulée de cette rencontre entre les deux dirigeants, par Lech Walesa. *«On ne dit pas qu'ils doivent payer pour tout, mais ils doivent donner l'exemple et encourager le monde à se joindre à l'effort. Sinon, notre civilisation est morte», a déclaré l'ancien président polonais sur CNN, estimant que les États-Unis «doivent garder ce rôle de leader mondial».*

Capitalisme pourrissant. La Bourse ou la vie, devinez, vive l'économie de guerre !

Les Bourses mondiales au sommet - lesechos.fr 12 févr. 2024

568 milliards de dividendes pour le seul second semestre de 2023 versés par les 1 200 plus importantes entreprises dans le monde.

Le passage du cap des 5.000 points par le S&P 500, indice star de Wall Street dopé à l'intelligence artificielle, a donné des ailes aux Bourses mondiales. Sur les Places financières du Vieux Continent, la semaine a commencé sous une pluie de records.

Toujours plus haut. Le passage, vendredi, du cap des 5.000 points par le S&P 500, indice star de Wall Street dopé à l'intelligence artificielle (IA), a donné des ailes aux Bourses mondiales. Le MSCI World a atteint un nouveau pic. Et sur les Places financières du Vieux Continent, la semaine a commencé sous une pluie de records.

Le STOXX 600 et l'Euro STOXX 50 paneuropéens ont terminé la journée aux niveaux inédits de 487,46 et 4.746,35 points. A Paris, le CAC 40 a pulvérisé son dernier record - qui datait du 30 janvier - et fini la séance à 7.689,80 points, en hausse de 0,55 %. Même le DAX allemand, à 17.037 points, s'est hissé au-dessus de la barre des 17.000 points et de son pic du 6 février dernier. A près de 31.457 points, l'indice phare de la Bourse de Milan est, lui, monté à son plus haut niveau depuis juin 2008. lesechos.fr 12 févr. 2024

Guerre de classes.

Meyssan balance du grave, du très grave, du très très grave sur l'après 11 septembre - Le Courrier des Stratèges

Le blog *Le Courrier des Stratèges* appartient au courant politique libertarien (extrême droite oligarchique)

<https://www.youtube.com/watch?v=jRNmKEzBdnw>

Quand Meyssan raconte qu'il était un agent double.

Monsieur Meyssan nous a fourni des précisions sur sa conception de l'indépendance qu'il revendiquait. Elle consiste en fonction des circonstances ou plutôt de sa situation personnelle, à se placer sous la protection de différents protecteurs, un jour ce sera la DGSE ou le Mossad, les services secrets et le gouvernement français ou les services secrets et le gouvernement israélien, vantant qu'il avait ses entrées à l'ambassade d'Israël à Paris, un autre ce sera le Hezbollah ou l'Iran, ce qui explique au passage la haine qu'il voue au Hamas, là encore une fois pour des motivations personnelles plus qu'idéologiques, c'est lui qui l'a raconté, agissant de préférence en fonction d'intérêts purement individuels, ce qu'on veut bien croire. Ses souteneurs le sachant ou l'ayant très bien compris l'instrumentaliseront, en échange de services ils le protégeront et régleront tous ses frais de mission à la manière d'un agent des services secrets.

Il aura beau affirmé qu'il n'avait jamais été rétribué pour ses services, au passage il nous livrera qu'il avait été approché par un intermédiaire du ministère des affaires étrangères qui lui aurait proposé, je cite, "*un salaire de général*" de 7.000 euros, il y a plus de 15 ans de cela, et qu'il n'aurait pas donné suite à cette proposition, nous sommes portés à croire que cette révélation n'était qu'une diversion pour ne pas avouer qu'il n'en fut pas toujours ainsi avec tous ceux pour lesquels il avait travaillé ou que sa notion de "*frais*" de service était beaucoup plus large que ce qu'il a bien voulu dire.

Il nous raconta qu'il vivait de la vente de ses livres, ce dont il est permis de douter, après qu'il nous eut expliqué qu'il en avait vendus très peu ou que leur diffusion était quasi confidentielle, à moins de 5.000 exemplaires, à moins qu'il soit également entretenu par le compagnon homosexuel qui partage sa vie, sans vouloir être désagréable ou méchant, à bien des égards sa conception de l'existence ou son mode de vie relève de la prostitution, ce qui est compatible avec l'appartenance à la franc-maçonnerie dont il fait partie (Le Grand Orient de France) ou à un réseau d'initiés au fonctionnement secret et sous ses propres règles. Voilà un personnage qui n'a cessé d'évoluer dans les milieux les plus glauques qui soient

Si le 11 septembre n'avait pas existé, on n'aurait jamais entendu parler de monsieur Meyssan, on a envie de dire qu'il aura été une aubaine pour lui. Il nous racontera aussi, je cite ses paroles, qu'il était "*un représentant du système*" en place, en échange de quoi il lui a épargné de finir comme Kadhafi.

Je l'ai écouté très attentivement. Je crois que s'il a consacré son dernier entretien au 11 septembre 2001, c'était pour se relancer ou parce que ses prises de position depuis le 7 octobre 2023 étaient contestées de partout, il a d'ailleurs mentionné que l'une de ses principales collaboratrices en désaccord avec lui l'avait plaqué il y a deux mois. Je crains pour lui que cela ne fasse pas le compte, car de nos jours plus personne normalement constitué ou possédant un minimum d'intelligence ou de logique, n'ignore qu'il existe une multitude d'éléments accumulés depuis 22 ans sur cette affaire, qui prouvent que la version officielle était frauduleuse, donc on n'a plus besoin de monsieur Meyssan ou ce qu'il en dit ne présente plus aucun intérêt, du coup il lui fallait un nouvel os à ronger pour continuer à exister, il en a trouvé un : Le 7 octobre 2023 et plus particulièrement le Hamas sur lequel il s'acharne, à titre individuel comme il a tenu à le rappeler, mais aussi idéologique, je dirais en tant qu'agent d'Israël, du gouvernement français, je n'en sais rien.

Monsieur Meyssan est un mégalomane endurci, professionnel, qui pour brouiller les pistes derrière lui n'a pas besoin de recourir à des artifices intellectuelles très sophistiqués, il lui

suffit de choisir le moment et le lieu où il va s'exprimer, et d'ajuster son récit en fonction des intérêts qu'il sert, intérêts qui sont à la fois individuels et idéologiques comme on a pu le constater tout au long de son parcours, d'ailleurs si vous l'avez écouté attentivement, il le revendique, donc lorsqu'il affirme qu'il est indépendant, il se fout littéralement de ceux qui le croient.

C'est ainsi que lors de cet entretien, il a affirmé que le 7 octobre 2023 avait été motivé par des intérêts idéologiques, à savoir la volonté des sionistes de réaliser le Grand Israël englobant la totalité de la Palestine, le Liban, la Syrie et une partie de l'Irak. Cet objectif est délirant et irréalisable évidemment, partant de là on se demandera comment il peut y croire, je répondrai qu'il n'y croit pas du tout. En fait, ce serait juste une diversion pour qu'on ne sache pas pour qui il travaillait en ce moment ou plutôt, histoire de faire savoir aux puissants commanditaires de tous bords qui l'avaient employé dans le passé, qu'il était actuellement disponible ou qu'il était prêt à reprendre du service moyennant les tarifs et garanties habituelles, c'est ce qui chez lui fait office d'idéologie !

Chez lui l'idéologie est une notion très élastique, elle va de l'extrême gauche à l'extrême droite, c'est lui qui nous l'a rappelé en vantant les vertus du Conseil national de la Résistance (CNR) allant de l'Action française au Parti communiste, je cite, et en nous appelant à le reformer, un autre de ses délires mégalomaniaques. Que toutes les composantes du CNR aient partagé sur le fond la même idéologie ne fait aucun doute, mais laissons cela de côté. Je précise que s'il a catalogué le Parti communiste à l'extrême gauche, c'est parce que le stalinisme faisait également partie du système au service duquel il s'est mis, d'ailleurs le co-fondateur du Réseau Voltaire était un stalinien. Tout se tient dans son discours, et s'il voue une haine aussi farouche aux trotskystes qu'au Hamas palestinien, ce n'est pas parce que quelques dirigeants trotskystes américains étaient devenus des idéologues du néolibéralisme, mais parce que le trotskysme était incompatible avec le régime capitaliste, tout du moins à l'époque de Trotsky ou jusqu'en 1940, monsieur Meyssan a épousé définitivement l'idéologie de l'exploitation, du capitalisme, du système ou du régime au choix, par conséquent il ne loupe pas une occasion de la défendre et de le faire savoir en haut lieu.

Pour vendre sa salade il procède à des rapprochements ou à des allusions discutables qui n'ont pas lieu d'être, dont la nature échappera à la plupart des lecteurs ou auditeurs, ses articles et entretiens en sont remplis, ils sont uniquement destinés à servir son orientation politique ou son idéologie, à justifier les conclusions auxquelles il voulait parvenir, bref les intérêts qu'il sert, le capitalisme jamais nommé.

En outre, il sélectionne les faits qui selon lui caractérisent la situation, en occultant soigneusement tous ceux qui viendraient infirmer son analyse ou ses conclusions, et comme il n'est pas à une contradiction près, il reproche aux médias mainstream de procéder de la sorte, ce qui a le don de mettre lecteurs ou auditeurs en confiance, c'est conçu dans ce but-là, rien n'est laissé au hasard. C'est ainsi que l'économie et les contradictions du capitalisme, les masses et la lutte des classes passent systématiquement à la trappe.

Il voue une croyance aveugle dans le capitalisme sur lequel il a tout misé, ce qui l'amène à tordre l'histoire dans tous les sens pour ne pas avouer que lui-seul est responsable de tous les maux de la société ou de tous les malheurs qui accablent l'humanité de nos jours. On pourrait dire que son créneau idéologique est une adaptation des thèses défendues par Samuel Huntington et Francis Fukuyama, puisqu'on y retrouve tous les ingrédients de la théorie du

choc des civilisation se traduisant par des conflits culturels ou religieux ou plutôt présentés comme tels, ainsi que ceux de la théorie de la victoire idéologique de la démocratie et du libéralisme ou plutôt celle définitive et pour l'éternité du capitalisme.

Chacun aura compris que ces deux théories servent en réalité de support idéologique pour justifier la stratégie adoptée par les capitalistes pour assurer la survie de leur système économique et pas autre chose, car leur origine est avant tout d'ordre économique, comme tous les conflits, toutes les guerres, toutes les discriminations dont peuvent être victimes dans la société toute sorte de catégories ou communautés, partant du constat que tous les êtres humains sont différents et ont des intérêts individuels, il est possible de les instrumentaliser et de les dresser les uns contre les autres, génération ou âge, sexe, morphologique, ethnie, lieu géographique, culture ou mœurs, religion, éducation, philosophie, statut social, milieu social, mode de vie, etc.

Quelques notes encore sur cet entretien.

- Monsieur Meyssan passe son temps à se mettre en scène ainsi que certains acteurs politiques, dont Trump. A l'entendre il serait entré en politique à cause du 11 septembre...

- Le 11 septembre serait le début de la narration du choc des civilisations, il serait plutôt sa réalisation... Il confond la cause, le moyen et le but.

- Le moyen ou comment justifier de nouvelles guerres de rapine sous couvert de conflit culturel ou religieux appelé civilisationnel...

- La théorie du choc des civilisations de Samuel Huntington était un moyen idéologique devant servir à justifier de nouvelles guerres impérialistes de rapine sous couvert de conflits culturels ou religieux appelés civilisationnels destinés à renverser des régimes, les neutraliser ou les soumettre à leur diktat, parce qu'ils faisaient passer au second plan la crise du capitalisme...

- Huntington. Une description géopolitique du monde fondée non plus sur des clivages idéologiques « politiques », mais sur des oppositions culturelles plus floues, qu'il appelle « civilisationnelles », dans lesquelles le substrat religieux tient une place centrale, et sur leurs relations souvent conflictuelles.

- Le monde multipolaire qui lui succède voit la fin des oppositions idéologiques, économiques et politiques, au profit des oppositions culturelles. Pourquoi ? Afin d'empêcher que des oppositions idéologiques, économiques et politiques se retournent contre le capitalisme et qu'une d'entre elle renoue avec le socialisme.

La fabrication de la justification idéologique des stratégies adoptées par les différents clans de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale.

Peu importe que l'idéologie de Fukuyama impliquait la victoire finale (acquise) du capitalisme sur le socialisme, tandis qu'Huntington n'y croyait pas, puisque la lutte des classes ne prendra fin que lorsque le capitalisme aura disparu.

Ce qui nous intéresse ici, ce sont les stratagèmes qu'ils ont inventés pour assurer la survie du capitalisme et combattre les exploités et les opprimés partout dans le monde, vous les reconnaîtrez facilement. Si vous vous demandiez encore, quelles étaient les origines des mystifications ou instrumentalisation qui nous empoisonnent l'existence au quotidien, et bien vous avez la réponse.

Ces passages sont extraits de Wikipédia.

- Le Choc des civilisations (en anglais *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*) est un essai de géopolitique écrit par Samuel Huntington et publié en 1996.

- Le deuxième temps de la « *thèse du grand seigneur* » d'Huntington consiste à avancer que ce réveil identitaire ne s'affirme plus par le biais des nations, comme au XIXe siècle et au XXe siècle, ni au niveau des ethnies, mais à l'échelle civilisationnelle, du fait de la mondialisation des échanges. Or, pour Huntington, les civilisations ont toutes pour origine une grande religion qui en a formé le socle moral et politique. En proportion, de plus en plus de guerres ont désormais un caractère ethnique.

Huntington s'oppose radicalement à la thèse défendue par Francis Fukuyama dans *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme* (1992), selon laquelle la progression de l'histoire humaine, dont le dernier stade était un combat entre des idéologies, touche à sa fin avec le consensus mondial sur la démocratie libérale post-Guerre froide.

Il critique de même la théorie du chaos international dont les livres *Out Of Control* de Zbigniew Brzezinski et *Pandaemonium* de Daniel Patrick Moynihan relèvent. S'il peut en effet exister l'anarchie et le chaos au niveau international, cette théorie ne met pas assez en évidence l'existence de facteurs ordonnateurs, qui font que le monde reste, malgré tout, en général, ordonné.

Pour Huntington, qui cite Václav Havel, les conflits futurs seront de plus en plus d'ordre culturel et de moins en moins d'ordres idéologique et économique. Parce que les principes philosophiques, les valeurs fondamentales, les relations sociales, les coutumes et la façon de voir la vie en général diffèrent entre les civilisations, des conflits d'ordre culturel sont hautement probables.

La chute du mur de Berlin en 1989 annonce le passage d'un monde caractérisé par des clivages idéologiques, entre communisme et capitalisme, ou impérialisme et anti-impérialisme, à un monde marqué par des clivages culturels.

J-C - Ce sont eux qui ont mis l'accent sur ce phénomène, qui l'ont créé ou encouragé, car sinon les conflits allaient prendre une tournure économique et politique envers le capitalisme et en premier lieu son chef de file les Etats-Unis et l'Occident...

- Pour Huntington, les civilisations ont toutes pour origine une grande religion qui en a formé le socle moral et politique. En proportion, de plus en plus de guerres ont désormais un caractère ethnique. En fait elles ont toujours un caractère de classe, parce que leur origine est économique, comme pour toutes les guerres...

J-C - En tant qu'idéologue de l'aristocratie financière, Huntington rédigea un manuel ou un instrument de propagande destiné à justifier les guerres à venir que l'impérialisme américain déclencherait sans savoir quelle tournure elles prendraient...

- La Fin de l'histoire et le Dernier Homme (titre original anglais : The End of History and the Last Man) est un essai du politologue américain Francis Fukuyama publié en 1992, identifié comme l'un des essais les plus importants de la fin du XXe siècle.

Fukuyama affirme que la fin de la guerre froide marque la victoire idéologique de la démocratie et du libéralisme (concept de démocratie libérale) sur les autres idéologies politiques. Fukuyama est, par ailleurs, conscient que la chute du Mur et la dislocation du bloc de l'Est vont entraîner d'importants troubles : la fin de l'Histoire ne signifie pas, selon lui, l'absence de conflits, mais plutôt la suprématie absolue et définitive de l'idéal de la démocratie libérale, lequel ne constituerait pas seulement l'horizon indépassable de notre temps mais se réaliserait effectivement.

Pour Huntington, l'effondrement du communisme n'implique pas le triomphe de la démocratie libérale et la fin de l'idéologie comme force motrice de l'Histoire, ce, pour une série de raisons:

- le retour en force d'une idéologie est toujours possible et l'Histoire donne des exemples de doctrines et idéologies en déclin qui connaissent peu après une vigueur impressionnante ;

- un schisme entre partisans de la démocratie libérale est toujours possible et, là encore, l'Histoire est riche en exemple de schismes ;

- de nouvelles idéologies peuvent apparaître pour rationaliser et légitimer l'appétit de puissance de groupes sociaux - une des fonctions du communisme était de légitimer le pouvoir des intellectuels et bureaucrates, ce qui signifie que sa disparition appellera la création de nouvelles doctrines appelant à répondre à cette fonction ;

- plutôt qu'à la généralisation de la démocratie libérale, nous assisterions plutôt à la résurgence des identités traditionnelles, comme le montrent les exemples de la Russie, de la Chine, des pays d'Europe de l'Est ;

- la pensée de Fukuyama, loin d'enterrer le marxisme, se placerait elle-même dans un cadre marxiste en posant de la même manière un état final de l'humanité dans lequel le problème de la rareté serait enfin surmonté par la technique et l'administration rationnelle plutôt que la guerre.

- le « *finisme* » (endism), néologisme employé par Huntington pour désigner la doctrine de Fukuyama, pêche en ce qu'il surestime la faculté d'anticipation humaine, si souvent mise en défaut, et sous-estime la faiblesse et l'irrationalité humaine : l'Histoire est une fatalité.

J-C - Autant dire qu'ils ne croient pas davantage dans ces idéologies qu'en la survie du capitalisme, cependant ils n'ont pas d'autre choix que d'y croire, et si l'Histoire est une fatalité, celle de la lutte des classes, elle va se charger de leur imposer un cinglant démenti, une cruelle et violente défaite.

Si les faits ont davantage donné raison à Huntington, on remarquera que la stratégie adoptée par le Forum économique mondial (Davos) est également influencée par l'idéologie développée par Fukuyama qui est plutôt flatteuse ou prometteuse, puisqu'elle vante l'hypothétique toute puissance de l'oligarchie, en fait c'est une combinaison des deux qui se traduit temporairement par un chaos général en attendant que les peuples révolutionnaires se chargent de le dissiper.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Nouveau bilan des victimes palestiniennes dans la bande de Gaza depuis 7 octobre : 28.663 martyrs, dont 87 ces 24 dernières heures, 68.395 blessés, et plus de 7.000 disparus. (Ministère de la Santé à Gaza).

- Encore nettement minoritaires, les Israéliens juifs qui prennent conscience de la folie meurtrière et des mensonges de leurs dirigeants voient leur nombre augmenter.

Ils étaient des milliers samedi soir à manifester à Tel-Aviv et à Haïfa, principalement pour demander à Netanyahu d'accepter un compromis avec le Hamas permettant la libération des captifs, mais aussi, pour quelques-uns, pour réclamer la fin de l'occupation des territoires palestiniens.

L'incapacité de l'armée israélienne à réaliser ses objectifs militaires, puisque la résistance n'est pas défaite dans la bande de Gaza, où le génocide de la population s'intensifie, y est pour quelque chose.

Tout comme les preuves, qui s'accumulent, sur la responsabilité directe de l'armée dans la mort de civils israéliens le 7 octobre, et aussi de celle d'otages retenus par le Hamas.

L'armée a ainsi avoué que le captif Yossi Sharabi, prétendument abattu par ses geôliers, avait en réalité été tué lors d'un bombardement aérien. europalestine.com 11 février 2024

Berlin : mauvaise soirée pour une représentante d'Israël - europalestine.com 12 février 2024

Sale temps pour la juge à la Cour Suprême israélienne Daphné Barak-Erez, qui a dû renoncer jeudi 8 février à une conférence à l'Université Humboldt de Berlin, interrompue par des étudiants indignés qui ont dit ses quatre vérités à cette représentante du régime génocidaire.

« Honte à vous de prétendre parler en tant que femme, de parler des droits humains, des droits des femmes, pendant qu'à Gaza des mères sont assassinées de sang-froid. Des enfants, des nouveau-nés abandonnés dans leurs couveuses... » intervient une jeune femme.

Alors que Mme Barak-Erez lui demande du respect : « *Je suis irrespectueuse ? Mais tuer des gens, c'est bien plus qu'un manque de respect* », poursuit-elle, relayée par un de ses compagnons.

Berlin : mauvaise soirée pour une représentante d'Israël (vidéo) Daphné Barak-Erez

Et à la direction de l'Université, qui tente de l'interrompre, la jeune femme réplique : « *Et est-ce que vous inviteriez un représentant de la Russie ? Non bien sûr. STOP AU GÉNOCIDE DES PALESTINIENS ! STOP AU GÉNOCIDE !* »

Au bout de deux minutes, les responsables de la conférence capitulent, et toute la salle se vide !

Dans un communiqué relatant l'annulation de l'événement, l'Université a eu le culot de prétendre que les militants solidaires de la Palestine faisaient preuve d'intolérance. Et ce, alors même que l'Allemagne officielle, universités comprises, impose un régime de censure et de terreur interdisant tout critique d'Israël.

- Le journal britannique *The Guardian* a publié, le lundi 12 février, un article dans lequel il affirme que 30 organisations britanniques ont envoyé une lettre au ministre des Affaires étrangères David Cameron, lui demandant de suspendre la fourniture d'armes à « *Israël* ». french.almanar.com.lb 12 février 2024

Vous comprendrez pourquoi Franco s'était imposé en Espagne.

J-C - C'est le PSOE, la section espagnole de l'Internationale socialiste-impérialiste qui est au pouvoir en Espagne.

Journal espagnol : Les exportations d'armes vers « *Israël* » se poursuivent - french.almanar.com.lb 12 février 2024

Contrairement aux assurances répétées du ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Alvarez, sur l'engagement de son pays en faveur d'une interdiction complète de l'exportation d'armes vers « *Israël* », depuis le 7 octobre 2023, l'Espagne continue d'exporter des armes vers l'entité sioniste.

Selon les données publiées sur le portail officiel du commerce extérieur espagnol COMEX, analysées par le chercheur du Centre DELAS, Alejandro Pozo, et vérifiées par le journal en ligne espagnol eDiario.es, il apparaît que des munitions ont été exporté d'Espagne vers « *Israël* » d'une valeur de 987 mille euros.

Plus précisément, « *des bombes, grenades, mines, roquettes, balles et autres munitions et projectiles et leurs pièces* » ont été exportées pour être utilisées dans la guerre israélienne en cours dans la bande de Gaza.

Ce n'est pas la seule fois où des munitions sont envoyées en « Israël » au cours de l'année 2023. L'Espagne a exporté un total de 1,48 millions d'euros de matériel de guerre de cette catégorie au cours de l'année 2023, et les deux tiers de ces exportations ont été envoyées en novembre 2023, soit après que l'Espagne a gelé les expéditions selon leurs réclamations.

La plateforme d'achats du secteur public montre que depuis le début de l'agression, l'Espagne a continué à conclure de nouveaux contrats avec des entreprises d'armement israéliennes, le ministre d'État au Commerce admettant au journal elDiario.es que les importations n'ont pas été suspendues non plus.

Selon le journal, le 15 décembre 2023, par exemple, une entreprise israélienne a remporté un contrat d'une valeur de plus de 576 millions d'euros pour la fourniture d'un système de lancement de missiles dans le cadre d'un projet commun avec deux entreprises espagnoles. Le 22 novembre 2023, une autre entreprise israélienne s'est vu attribuer la fourniture de 168 systèmes de missiles antichar pour 237 millions de dollars.

Le rapport du journal a indiqué : « *Des dispositifs de brouillage de fréquence destinés aux forces armées espagnoles ont été achetés à Israël, pour une valeur de 1,4 million de dollars* ».

Le 23 novembre, un accord a été conclu pour des technologies militaires d'une valeur de 82 600 euros. Une semaine plus tard, un autre contrat officiel de technologie militaire était conclu avec une autre entreprise israélienne pour 3,7 millions de dollars.
french.almanar.com.lb 12 février 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Colonialisme sans frontière au XXI^e siècle.

France. Le département de Mayotte peut-il faire exception au droit du sol, comme le souhaite Gérald Darmanin ? - Le HuffPost 13 février 2024

Pour Serge Slama, professeur de Droit public à l'Université Grenoble Alpes, contacté par Le HuffPost, avec l'annonce de Gérald Darmanin « *on reviendrait au droit colonial* ».

Historiquement, le droit du sol s'applique à Mayotte depuis 1993 seulement. Jusqu'alors l'archipel était régi par le droit colonial qui faisait une distinction entre l'Hexagone et ce territoire pour acquérir la nationalité française. Ce régime dérogatoire va progressivement être abandonné avec la loi Pasqua-Méhaignerie.

À Mayotte, toute personne née sur le territoire français de parents étrangers peut alors automatiquement acquérir la nationalité française lorsqu'elle atteint la majorité à 18 ans. Elle peut même en faire la demande dès l'âge de 13 ans sur demande de ses parents. Sauf que 25 ans plus tard, une nouvelle dérogation va encore changer la donne.

En mars 2018, Mayotte est paralysée par une grève générale, les habitants s'insurgeant contre l'insécurité. Pour une grande partie de la population, celle-ci est directement liée à

l'immigration massive de Comoriens, attirés par les meilleures conditions de vie, de meilleurs soins et par l'obtention de la nationalité française.

Pour tenter de freiner l'immigration croissante sur l'archipel, le gouvernement d'Édouard Philippe durcit l'obtention du droit du sol dans le cadre de la loi Asile et Immigration en 2018. Pour qu'un enfant né à Mayotte de parents étrangers acquière la nationalité française, il faut désormais que « l'un de ses parents au moins ait résidé en France de manière régulière, sous couvert d'un titre de séjour, et de manière ininterrompue depuis plus de trois mois ».

Une exception approuvée par le Conseil Constitutionnel. « *Au regard des circonstances spécifiques à ce département, le Conseil a estimé, qu'eu égard au contexte migratoire de Mayotte, il était justifié d'aménager des règles d'accès au droit du sol. Mais c'est un simple aménagement, c'est un jeu de conditions* », précise au HuffPost Serge Slama, professeur de Droit public à l'Université Grenoble Alpes.

La proposition de Gérard Darmanin va désormais beaucoup plus loin et nécessitera par ailleurs un processus législatif plus complexe qu'en 2018. Pour Serge Slama, supprimer le droit du sol à Mayotte serait contraire au principe d'égalité des citoyens et d'indivisibilité de la République et « *utiliser une loi ordinaire, ça ne passerait pas* ». C'est pour cette raison que le gouvernement veut passer par une révision constitutionnelle. « *Il ne s'agirait pas simplement d'aménager ou de prendre en compte des spécificités. Il s'agirait d'avoir un régime d'accès à la nationalité différent à Mayotte. On reviendrait au droit colonial* », s'alarme le professeur.

Reste encore un problème : pour que le texte soit adopté, il faut passer par les deux chambres du Parlement, puis réunir les trois cinquièmes des votes des élus de l'Assemblée nationale et du Sénat réunis à Versailles pour l'occasion. Or, ce lundi, sur la matinale de franceinfo, Brice Hortefeux, eurodéputé Les Républicains, suggérerait d'étendre le texte « *à l'ensemble de l'outre-mer* ». Il cite notamment la Guyane et la Martinique. Une position pas si loin de l'extrême droite puisque le Rassemblement national réclame, de son côté, la suppression du droit du sol sur l'ensemble du territoire. Le HuffPost 13 février 2024

Finlande.

Finlande : l'europhile et atlantiste Alexander Stubb remporte l'élection présidentielle - AFP/RT 12 févr. 2024

Alexander Stubb bénéficie de 51,7% des voix, après le dépouillement de 98,3% des bulletins de vote. 70,7% des quelque 4,3 millions d'électeurs se sont déplacés pour voter lors de ce second tour. « *La seule chose à laquelle je pense maintenant, c'est la reconnaissance.* »

Doté de pouvoirs limités par rapport au Premier ministre, le chef de l'Etat, élu pour six ans, dirige la politique étrangère du pays en étroite coopération avec le gouvernement. Il est également commandant suprême des forces armées.

Un rôle notable qui a encore pris de l'importance du fait des développements géopolitiques en Europe et de l'entrée dans l'OTAN de la Finlande, qui partage 1 340 kilomètres de frontière

avec la Russie. Neutre pendant la Guerre froide, le pays nordique a mis fin à trois décennies de non-alignement militaire à la suite du conflit en Ukraine. Il est devenu membre de l'Alliance atlantique l'an dernier. Une adhésion dénoncée par Moscou.

Alexander Strubb, 55 ans, dirigeait ces trois dernières années l'Institut universitaire européen à Florence en Italie, après s'être mis en retrait des affaires publiques faute d'avoir décroché le poste de président de la Commission européenne en 2018.

D'abord chercheur en sciences politiques, il fait une carrière européenne fulgurante, comme conseiller à l'UE puis élu eurodéputé en 2004 avant d'être appelé comme ministre des Affaires étrangères à 40 ans.

Il devient Premier ministre de 2014 à 2015, avant de passer aux Finances dans un gouvernement centriste. M. Strubb avait perdu en 2016 la présidence du parti conservateur.

C'est la candidature de la Finlande à l'OTAN, qu'il avait toujours soutenue, qui a motivé le grand retour de ce passionné de diplomatie, encouragé par sa formation de toujours, Kokoomus, parti historique de la droite finlandaise dont le chef Petteri Orpo, est aujourd'hui à la tête du gouvernement.

Marié à une avocate anglaise, père de deux enfants, Alexander Strubb estime que la Finlande doit «aller au cœur de l'OTAN», «produire, et non consommer, de la sécurité». AFP/RT 12 févr. 2024

Russie.

L'Ukraine retire ses troupes d'Avdiïvka, une victoire pour la Russie - AFP 17 février 2024

L'armée ukrainienne a été contrainte d'abandonner samedi la ville d'Avdiïvka, dans l'est du pays, concédant à la Russie sa plus grande victoire symbolique après l'échec de la contre-offensive lancée par Kiev l'été dernier. AFP 17 février 2024